

**Un extrait de
« Comment Israël expulsa les Palestiniens (1947-1949) »,
de Dominique Vidal**

Ilan Pappé, ou le chemin solitaire, chapitre X

**L'apport des nouveaux historiens israéliens
à la connaissance du conflit de 1948.**

« Je quitte le pays, mais j'espère que ce n'est pas pour toujours. Pour le moment, je sais seulement que je vais vivre pendant quelques années en Angleterre, où, jeune, j'avais complété ma formation académique et où je peux compter sur des collègues et amis qui m'estiment et m'aideront à continuer mon travail. » C'est ainsi que commence l'interview donnée par Ilan Pappé au journaliste Michele Giogio et publiée le 23 mars 2007 par le quotidien italien il Manifesto. L'historien israélien n'est certes pas le premier intellectuel « dissident » à s'expatrier. D'ailleurs, quelques mois avant lui, son amie et collègue Tanya Reinhart a choisi d'aller s'installer aux États-Unis, où, à peine arrivée, elle a succombé à une crise cardiaque. Quitter son pays représente toujours une décision douloureuse, signe, de surcroît, que quelque chose y pourrit...

Pourquoi l'avoir prise ? *« Je ressens très fortement, répond Pappé, le besoin de poursuivre mes recherches, mes études, dans une ambiance non hostile, dans une université où l'on ne vous traite pas comme un pestiféré, quelqu'un qu'on doit tenir à distance. »* Et d'expliquer : *« Je suis un historien qui a toujours fait son travail avec une extrême rigueur, mes étudiants m'estiment, et pourtant je suis attaqué continuellement parce que les conclusions de mes études ne coïncident pas avec la version officielle sur le contexte qui a amené à la naissance d'Israël et posent des questions sur les politiques [de l'État hébreu] à l'égard des Palestiniens et des Arabes. C'est ma critique du sionisme qui tape sur les nerfs de ceux qui m'attaquent. »*

C'est bien son antisionisme qu'on reproche au professeur de l'université de Haïfa. *« Il y a d'autres intellectuels, historiens, journalistes qui écrivent et disent pas mal de choses que je pense moi aussi, mais qui n'attaquent pas le sionisme et ne risquent donc pas la rafale de critiques et d'accusations que moi je subis. De ce point de vue, le cadre intérieur israélien a grandement empiré ces dernières années. »* Selon Pappé, *« un antisioniste ou un non-sioniste doit se débrouiller dans des espaces d'expression de plus en plus restreints »*. Car c'est une période où *« le pays régresse, les discriminations et les abus contre la minorité arabe s'intensifient, certaines forces politiques parlent ouvertement d'expulsion des Arabes israéliens, la politique d'occupation [de la Cisjordanie et de Gaza] continue, ainsi que la colonisation juive des terres palestiniennes »*. Et de conclure : *« Pendant toutes ces années, je pense avoir accompli, à côté de mon travail universitaire,*

de nombreuses activités destinées à réaliser une vraie démocratie, un État différent, pour les Juifs et les Arabes sur un plan de pleine parité et égalité. Malheureusement, ça n'a pas beaucoup servi et je crois donc que mon engagement doit maintenant continuer à l'étranger. »

Parmi les principaux griefs mis en avant par les adversaires d'Ilan Pappé figure son appel au boycott international des universités israéliennes qui dispensent des cours dans les colonies juives des territoires occupés. Mais l'historien ne le regrette pas. *« Le boycott est une mesure qui a fonctionné avec l'Afrique du Sud de l'apartheid, et ça peut donc avoir des effets importants avec d'autres pays, parmi lesquels Israël. C'est pour cette raison que je le soutiens ; mais ce n'est pas moi qui l'ai proposé, il y a deux ans, comme on l'a dit, parce qu'en 2002 déjà, le monde universitaire britannique avait l'intention de l'utiliser contre Israël, en riposte à la destruction de la moitié du camp de réfugiés de Jénine et aux discriminations dont sont l'objet les étudiants de l'université de Haïfa. »*

Pour l'historien, le combat actuel pour les droits des Palestiniens s'enracine dans la connaissance de l'injustice dont ils ont été victimes dans le passé. À commencer par l'expulsion de 1948, sur laquelle son dernier livre, *The Ethnic Cleansing of Palestine* (1), jette un éclairage radicalement nouveau. *« Ce livre est le résultat de ce que j'avais peu à peu tracé dans les précédents, à savoir qu'en Palestine, avant, pendant et après 1948, on a mis en œuvre un plan bien précis, destiné à purifier ethniquement le territoire où a surgi l'État d'Israël. Des documents et des témoignages, soixante ans quasiment après ces journées, le disent avec une extrême clarté. »* Et pourtant, l'auteur se dit persuadé qu'*« Israël, de toutes façons, n'admettra jamais ses responsabilités sur la question des réfugiés, le gouvernement actuel et les prochains feront tout leur possible pour laisser dans les camps pour réfugiés toutes ces personnes [800 000 en 1948, qui sont environ quatre millions aujourd'hui] qui réclament leurs droits. Je ne crois pas cependant que les pays arabes seront disposés à se plier à l'exigence d'Israël d'oublier l'existence des réfugiés et de modifier l'initiative de paix arabe de 2002 [relancée au printemps 2007] »*.

D'autant, précise Pappé, que, six décennies plus tard, dans certaines zones, une politique de purification ethnique *« avance lentement. Dans la région du "Grand Jérusalem" par exemple. La construction du mur, l'expansion des colonies, la confiscation des terres, les bouclages et les restrictions des mouvements des gens contraignant des milliers de Palestiniens à s'en aller en abandonnant leurs maisons. La même chose arrive entre Jérusalem et Bethléem, et le long de la route qui va jusqu'à Jéricho. Au moins 40 000 Palestiniens ont dû faire leurs bagages et déménager à l'intérieur de la Cisjordanie. Sans parler de la vieille ville de Hébron, où l'agressivité des colons hébreux et des soldats a transformé en quartier fantôme la partie la plus caractéristique de cette cité »*. L'épuration, reconnaît l'historien, *« se réalise de diverses manières. Il y a soixante ans, on recourait aux armes pour obliger les gens à fuir. Maintenant, à cause du contrôle des médias et des institutions internationales, on utilise d'autres méthodes. Rendre la vie impossible, restreindre les possibilités économiques, réduire la capacité de développement : ces nouvelles stratégies fonctionnent d'autant mieux qu'elles se conjuguent avec le refus d'une véritable négociation avec les Palestiniens »*.

Intellectuellement et moralement seyants, les habits de « dissident » ne se portent pas toujours aisément au quotidien, surtout dans une société à fort consensus. Mais d'autres qu'Ilan Pappé se battent à contre-courant. Communistes ou d'extrême gauche, ils prennent des coups, et savent aussi – parfois – les rendre. Minoritaires, ils parviennent, par moments, à mettre en mouvement des secteurs plus larges de l'opinion juive. Les contempteurs français de ces militants courageux oublient, soit dit en passant, que, lors de

la dernière guerre coloniale menée par la France, ses opposants radicaux furent nettement plus marginaux qu'en Israël aujourd'hui : près de 500 soldats et officiers désertèrent, alors que 1 500 « refuzniks » refusent de servir dans les territoires occupés - et Israël compte huit fois moins d'habitants que notre pays à l'époque... Bref, si l'historien a choisi de s'expatrier, ce n'est pas seulement parce qu'il se sentait isolé dans ses recherches historiques comme dans ses prises de position politiques antisionistes, mais en raison du véritable harcèlement dont il a été victime depuis le début de ce siècle. À preuve l'affaire Katz, dans laquelle il ne portait, au départ, aucune responsabilité, et qui a pourtant servi de prétexte à une tentative pour l'écartier de l'université de Haïfa. Il faut revenir ici sur cette cabale étrange, mais significative (2).

Militant du mouvement pacifiste radical Gusch Shalom, Théodore Katz découvre un jour que le *kibboutz* dont il est membre, Magal, est partiellement bâti sur les ruines du village palestinien de Zeita. Ce dernier, possédant des terres fertiles, avait été confisqué après la guerre de 1948 et ses habitants déplacés non loin. Après une rencontre avec eux, Katz propose – en guise de réconciliation – d'inviter des Palestiniens de Zeita à venir s'occuper des anciens oliviers. C'est le refus de son kibboutz qui le pousse à se lancer dans l'historiographie de 1948. Sur le tard, il décide donc de reprendre à l'université de Haïfa ses études d'histoire, interrompues par la mort accidentelle de sa fille. Il y soutient, en 1998, un mémoire de maîtrise sur « L'Exode des Arabes des villages au sud du mont Carmel » – localités au nombre de six, dont Tantoura.

Pour comprendre ce qui s'est passé dans cette dernière le 23 mai 1948, l'apprenti-chercheur a notamment recherché et interviewé des acteurs, des victimes et des témoins des exactions perpétrées par la brigade Alexandroni du Palmah (3). Ces 135 entretiens avec des Israéliens – notamment des anciens soldats – et des Palestiniens, lui ont permis de reconstituer le massacre, quasiment ignoré jusque-là. La soutenance se déroule on ne peut mieux : « Teddy » obtient 97 sur 100 – « *la meilleure note possible pour un mémoire de maîtrise* », remarque Ilan Pappé dans *Les Démons de la Nakba* (4) – et une mention très bien. Le scandale proprement dit n'éclate qu'en 2000. C'est un article du quotidien Maariv (5) qui met le feu aux poudres : le journaliste Amir Gilat, qui a découvert le mémoire dans la bibliothèque de l'université de Haïfa, analyse sur cette base ce qui s'est passé à Tantoura. « *Cette publication, résume Ilan Pappé dans son livre, suscite une controverse universitaire et judiciaire qui n'a pas encore cessé à ce jour en Israël. J'ai été profondément impliqué dans cette affaire, que je nommerai ici l'affaire Katz, de façon à la distinguer de l'affaire Tantoura. La première est la lutte de Teddy Katz, lui-même sioniste, contre le courant dominant de l'université et de l'historiographie des événements de 1948. [La seconde concerne] la campagne qui opposait d'une part un étudiant de maîtrise, que je n'avais soutenu qu'au niveau universitaire et qui bénéficiait par ailleurs de l'appui de la communauté palestinienne d'Israël et de quelques activistes juifs, et de l'autre l'establishment, qui mettait tout en œuvre pour décourager les recherches sur des aspects de la guerre de 1948 comme "nettoyage ethnique".* » (6)

Tant qu'il ne s'agissait que d'un mémoire universitaire, destiné par définition à un public très restreint, le texte n'avait pas provoqué de remous. L'université, qui n'incite guère ses étudiants à éclairer les pages sombres de la guerre d'indépendance, tolère néanmoins que certains le fassent... tant que le débat reste circonscrit à l'univers académique. Mais l'irruption de Katz dans le champ médiatique modifie les données du problème, et entraîne le revirement d'universitaires inquiets des conséquences de leur complaisance présumée. Teddy Katz se retrouve seul, lui le *kibboutz* devenu étudiant au milieu des années 1980 pour apprendre l'histoire juive et celle du Moyen-Orient. Dans *Les Emmurés*, Sylvain Cypel brosse son portrait : ce n'est pas « *un historien brillant, encore moins un manieur de*

concepts. Son plaisir, c'est la "microhistoire", la monographie. À son niveau d'études, c'est d'ailleurs ce qu'on lui demande. Son objectif, comme disait vouloir le faire Benny Morris, le précurseur des "nouveaux historiens" israéliens à ses débuts, est de "décrire ce qui est arrivé, ni plus ni moins" » (7). Sauf que, nous y reviendrons, Théodore Katz fonde son récit sur les déclarations des protagonistes, recueillies cinquante ans plus tard, alors que Benny Morris, lui, rejette en général les témoignages oraux, préférant raconter l'histoire à partir des documents écrits conservés dans les archives...

Tantoura a depuis longtemps disparu sous le *kibboutz* Nahcholim. En mai 1948, il s'agit d'un bourg palestinien de 1 500 âmes qui représente une « arête dans la gorge » de la brigade Alexandroni, comme l'indique le livre officiel de cette dernière (8). Car, sept jours après la proclamation de l'État hébreu, l'armée a vidé de leurs habitants la plupart des villages côtiers. Ilan Pappé rappelle : « *Le plan D (ou Dalet en hébreu) donnait comme instructions aux forces juives de nettoyer les zones palestiniennes dont elles auraient pris le contrôle. La Hagana disposait alors de plusieurs brigades, et chacune avait à sa charge une liste de villages à occuper. La plupart d'entre eux devaient être détruits et ce n'est que dans des cas exceptionnels que les forces recevaient l'ordre de les laisser intacts. La brigade Alexandroni, l'une de ces unités, reçut donc une telle liste. Sa mission consistait à judaïser la plaine côtière, depuis Haïfa jusqu'à Tel-Aviv au sud. Cette région comptait soixante-quatre villages. Sauf dans quelques rares cas, les villageois quittèrent leurs foyers avant la fin de l'occupation et sans guère combattre. À chaque fois qu'elle fut confrontée à une résistance, [...] la brigade appliqua le plan D en détruisant immédiatement les villages et en expulsant tous leurs habitants.* » (9)

« Lorsque je prononçais le nom de Tantoura, les gens blêmissaient »

Mais pourquoi, se demande Teddy Katz, avoir commis un massacre à Tantoura, un village qui, s'il a décidé de résister (sans doute sous l'influence de combattants de l'Armée de Libération), ne s'était pas livré jusque-là à ce que la Hagana appelle « des activités hostiles » ? Deux ans durant, l'étudiant kibboutznik recherche patiemment les protagonistes du drame. D'abord les Arabes, dont il dira à Sylvain Cypel : « *Tout de suite, j'ai constaté que lorsque je prononçais le nom de Tantoura [...], les gens blêmissaient. Certains se taisaient. D'autres me demandaient ce que je savais. Je ne savais rien. Puis, quelques vieux Palestiniens ont commencé à me dire : "Tantoura, grand massacre".* » Peu à peu, les témoignages arabes sur le massacre « s'accumulent, parfois contradictoires sur les horaires, les lieux précis, mais concordants sur le fond : de nombreux civils auraient été tués par les soldats israéliens le 23 mai 1948 après la fin de tout combat ». Le chercheur se tourne ensuite vers les survivants du 33^e bataillon de la brigade Alexandroni : sur les vingt soldats qu'il interroge, résume Sylvain Cypel, « sept vont confirmer qu'il "s'est passé des choses graves", dit Katz. Trois, Mikha Vitkon (décédé en juin 2003), Touvia Lishanski (officier du Shaï, le service de renseignements du Palmah à l'époque, également décédé depuis) et Motel Sokoler (qui a physiquement enterré les corps), sont sans ambiguïté sur la réalité d'une tuerie. Officier subalterne du bataillon à l'époque (il deviendra général), Shlomo Ambar aurait dit, selon Katz : "Quand j'ai vu ce qu'avaient fait les soldats, je n'ai pas pu le supporter, je suis parti." Sans plus de détails. Les autres Israéliens interrogés ne se souviennent d'aucun acte délictueux. » (10)

Forts de tous ces témoignages, Katz reconstitue le massacre dans son mémoire. Tantoura ayant décidé de se défendre, trois compagnies du 33^e bataillon de la brigade Alexandroni lancent l'assaut le 23 mai 1948 à trois heures du matin. Cinq heures plus tard, les derniers défenseurs palestiniens se sont rendus. Les soldats israéliens séparent alors vieillards,

femmes et enfants des hommes d'environ 14 à 50 ans, qu'ils emmènent sur la plage où ils les abattent, après leur avoir fait creuser le sable – Katz estime le nombre de ces victimes-là à 80, voire 90. Des soldats auraient dit à Mikha Vitkon que Nahman Carmi, « *un peu fou* »... mais futur secrétaire général du ministère israélien de la Défense, « *a sorti son parabellum et leur a tiré une balle dans la tête l'un après l'autre* ». Seule l'intervention d'un officier selon les uns, et de civils israéliens du bourg voisin de Zikhron Yaacov selon d'autres, aurait mis fin à l'hécatombe. À Tantoura même, une autre tuerie se produisait. Selon des témoins, un caporal, Nahum Kaplinski, « *abattait sur-le-champ* » dans la rue tout Palestinien niant posséder une arme, et dans leur maison tous ceux qui reconnaissaient en avoir une. Un groupe de soldats « *tirait sur tout ce qui bougeait* ». Un Israélien du bourg, également voisin, de Benyamina serait venu « *exiger d'un des tueurs, Shimshon Mashwitz, qu'il cesse cette folie sanguinaire* ». Combien de Palestiniens sont tombés ce jour-là, à Tantoura ou sur la plage ? Motel Sokoler, envoyé enterrer les corps, dit avoir « *cessé de compter* » (11) à partir de 230. Mais son propre témoignage évoque des chiffres contradictoires...

Le livre officiel de la brigade Alexandroni fait état, lui, de vingt à trente morts. S'en tenir aux sources écrites, ce serait donc tuer une seconde fois les autres victimes, nombreuses, de ce massacre. Il faut bien, par conséquent, avoir recours aux sources orales. Mais le témoignage, on le sait, pose toujours des problèmes méthodologiques complexes, surtout lorsqu'il est recueilli plusieurs décennies après les événements : les aléas de la mémoire se combinent alors avec la subjectivité naturelle du regard individuel pour nous amener à questionner sa fiabilité. Vieux débat, que, d'une certaine manière, la Seconde Guerre mondiale a poussé les historiens à trancher : l'histoire du génocide nazi se trouve à la fois dans les archives de ceux qui l'ont organisé et dans le témoignage des victimes qui lui ont survécu. Ouverte par le procès de Nuremberg, *L'Ère du témoin* (12) – pour reprendre le titre du livre d'Annette Wieviorka – continue. La réhabilitation du récit des rescapés du massacre figure au cœur de l'affaire Katz.

Dans le chapitre des *Démons de la Nakba* qu'il consacre au massacre de Tantoura, Ilan Pappé, après avoir longuement confronté l'ensemble des témoignages israéliens et palestiniens, note que, « *ces dernières années, l'histoire orale a conquis ses lettres de noblesse au sein de la communauté universitaire en général* » et ajoute : « *Parallèlement, le statut des documents écrits a diminué et leur authenticité n'est plus considérée comme supérieure à celle des témoignages oraux* ». *A fortiori* s'agissant d'une guerre comme celle de 1948. Car les militaires, dans les documents que recèlent les archives, s'efforcent de « *glorifier leur rôle dans telle ou telle campagne ou de dissimuler leurs fiascos et méfaits, plus que de rapporter des faits* ». C'est pourquoi « *l'histoire orale n'est pas un substitut du matériel d'archive mais un matériau crucial pour combler les vides et pour confirmer les témoignages écrits* ». Ainsi le massacre de Tantoura « *n'a pu être découvert et accepté comme événement qui a vraiment eu lieu qu'en se fiant, au moins en partie, aux témoignages palestiniens et juifs*. »(13) Y compris ceux de jeunes adolescents, auquel leur âge permit d'échapper à la tuerie. L'historien évoque, par exemple, le récit de « *Mostafa Abou-Masri, connu sous le nom d'Abou-Jamil, [qui] avait alors treize ans. Tout juste épargné par la sélection des hommes à tuer, il fut envoyé vers le groupe des femmes et des enfants. Une douzaine des membres de sa famille, qui se situaient dans la tranche des treize à trente ans, furent tués sous ses yeux. [...] Abou Jamil se souvient de cent vingt-cinq exécutions sommaires.* » (14) Quel crédit apporter, dira-t-on, aux souvenirs d'un adolescent ? Mais faudrait-il alors aussi écarter – sans bien évidemment comparer un massacre et un génocide – ceux des petits Juifs ayant vu, de leurs propres yeux, leurs parents disparaître à l'arrivée des trains qui les avaient conduits jusqu'aux camps d'extermination ?

Deux semaines après son premier article, Amir Gilat en avait publié, toujours dans *Maariv*, un second, présentant les réponses de militaires ayant pris part à l'assaut : les uns niaient tout massacre ; d'autres corroboraient les témoignages, palestiniens et israéliens, cités dans le mémoire de Katz. Cette mise au point ne suffit pas aux anciens de la brigade Alexandroni, qui, en avril, déposent une plainte en diffamation contre Théodore Katz, auquel ils réclament un million de shekels (200 000 euros) de dommages et intérêts. Pour eux, le nombre élevé de morts, le 23 mai 1948, s'explique simplement par la durée de la bataille qui, assurent-ils, s'est poursuivie jusqu'au soir. Le procès s'ouvre en décembre 2000, c'est-à-dire après l'échec du sommet de Camp David et l'éclatement de la seconde Intifada. Dans ce climat considérablement alourdi, l'heure n'est plus à un échange sérieux sur les événements de 1948. C'est en vain que Katz demande à la juge de retirer l'accusation, puisqu'il s'agit d'un débat universitaire, et non pénal. *« Je rédigeai l'expertise exigée dans ces cas, se souvient Ilan Pappé, en décrivant les développements de l'historiographie générale et plus particulièrement locale durant les cinquante dernières années, et en concluant que les débats historiques ne doivent avoir lieu que dans un seul endroit, l'université. La juge déclina la requête, déclarant ne pouvoir l'accepter parce que Katz n'avait pas le soutien de son université. Sa réponse, souligne l'historien, laisse transparaitre que, si l'université avait soutenu ce mémoire, qu'elle venait de juger comme l'un des meilleurs dans son histoire des mémoires de maîtrise, la requête de Katz aurait été acceptée. »* (15)

Quoiqu'il en soit, ce qui s'est réellement passé à Tantoura le 23 mai 1948 importe peu à la Cour, qui entend seulement blanchir la brigade Alexandroni et, à travers elle, le comportement des forces juives durant la première guerre israélo-arabe. Ainsi le procureur accuse Katz de *« falsification systématique du matériel en sa possession »* – alors qu'il a *« volontairement mis ses sources à disposition de l'autre partie, pensant ainsi prouver qu'il n'avait pour l'essentiel fait que citer fidèlement leur contenu »*. Pour justifier l'accusation, le procureur *« présenta six cas où les enregistrements ne correspondaient pas à ce qui était écrit dans le mémoire incriminé »*, souligne Pappé, qui ajoute : *« Bien qu'il fût conscient qu'il s'agissait là des seules citations incorrectes sur plus de cent, et qu'elles n'étaient pas essentielles pour la conclusion générale sur le massacre, le procureur affirma que cet échantillon démontrait que le mémoire en général était une fabrication. Plus tard, il insinua qu'il y avait bien plus de citations incorrectes, mais sans donner davantage d'éclaircissements. »* Victime d'une attaque, à laquelle le harcèlement que lui et sa famille subissent depuis des mois n'est pas étranger, le chercheur se défend deux jours durant, puis... capitule : sous la pression de sa famille et de l'université, *il signe une lettre où, dans le plus pur style des procès staliniens, il reconnaît avoir « falsifié le matériel dont il disposait afin de ternir la réputation des gens d'Alexandroni »*. Se ressaisissant, Katz voulut *« retirer sa "confession", mais le document avait déjà été présenté à la cour et accepté par le juge, qui refusa cette rétractation. Elle affirma qu'elle ne rendrait aucune décision concernant le massacre, l'allégation ou la falsification. »* (16)

Telle n'est pas la conclusion tirée par l'université de Haïfa, qui traite désormais le kibboutznik en falsificateur. *« En janvier 2001, raconte Pappé, le procureur demande qu'[elle] congédie Katz et prenne des mesures disciplinaires contre moi. »* Trois jours et trois nuits durant, l'historien va écouter les soixante heures d'enregistrement confiées par l'étudiant. Au-delà du récit du massacre de Tantoura, il y puise la conviction qu'il fallait *« aider à légitimer ces témoignages et poursuivre les projets d'histoire orale de la Nakba. Je transcrivis alors les extraits les plus parlants et les rendis publics. À mon grand soulagement, ceci empêcha l'université de prendre des mesures immédiates contre Katz »*. Mais le doyen de la faculté des lettres, Yossi Ben-Artzi, et le directeur de l'Institut d'histoire, Yoav Gelber, exigent des sanctions. D'où la mise sur pied d'une commission

d'enquête, truffée, note Ilan Pappé, d'« *adversaires connus de l'historiographie critique de 1948 ou de partisans de l'extrême droite. Les résultats de l'enquête étaient donc prévisibles* ». D'avril à juin 2001, contrairement à la mission qui lui est théoriquement confiée, tout ce beau monde s'intéresse, non à la tuerie de Tantoura, mais à la vérification des citations du mémoire. Or, poursuit l'historien, « *la commission d'experts de l'université réduisit le nombre de cas [d'erreurs commises] à quatre, considérant que deux des six passages mentionnés au procès étaient moins graves.* » (17) Cette commission attira même l'attention sur un témoin oculaire du massacre que Katz ne citait pas dans son texte, car il s'agissait d'un collaborateur d'Israël...

Patriotisme de bas étage, peur et corruption

Les quatre « *déformations graves* » du mémoire se répartissent, explique Ilan Pappé, « *en deux catégories. La première concerne deux passages du mémoire de Katz où il a composé un ensemble cohérent à partir d'une très longue interview* ». Nombre de spécialistes de l'histoire orale jugent la méthode valable. « *La seconde catégorie de citations incriminées est faite de deux cas problématiques, et Katz l'admet.* » Mais l'étudiant possède des notes sur la fin du témoignage d'Abou Fahmi, lequel ne figure effectivement pas dans les enregistrements. « *Sur des centaines de citations, conclut Pappé, il en reste donc une qui est indiscutablement incorrecte, mais qui n'amointrit nullement les conclusions du mémoire.* » Et pourtant, en juin 2001, le rapport de la commission, sans accuser Katz d'avoir inventé un massacre, discerne dans son mémoire de graves entorses à la vérité, si bien que, cinq mois plus tard, le Conseil pour les études supérieures de l'université de Haïfa confirme sa décision de retirer son aval à la maîtrise de Teddy Katz. Pour Ilan Pappé, « *c'est un mélange incroyable de patriotisme de bas étage, de peur, de corruption morale et de médiocrité qui a amené des membres – somme toute raisonnables et de bon sens – de mon université à consacrer de tels efforts pour en arriver à ne pas s'occuper de la question importante, à savoir si Katz avait volontairement fabriqué la légende d'un massacre à des fins politiques. Au lieu de quoi ils ont soudain découvert qu'un travail qui avait obtenu la meilleure note possible une année auparavant devait désormais être considéré comme nul et non avenue* ». Pour arriver à leurs fins, Yossi Ben-Artzi et Yoav Gelber n'avaient pas hésité à prétendre que le travail de Katz n'était « *pas seulement un fiasco universitaire, mais un acte de trahison contre l'État en période de guerre.* »(18) ...

Trop, c'est trop : en novembre 2001, l'establishment se sentit contraint de faire deux petits gestes en direction de Théodore Katz. La Cour suprême d'Israël permit au chercheur de faire appel pour demander la reprise de son procès. « *La Cour d'appel rejeta l'appel de Katz, résume Ilan Pappé, mais le président du tribunal fit deux remarques significatives. La première était qu'il n'allait pas exiger de Katz qu'il publie ses excuses dans la presse. [...] Deuxièmement, le juge déclara que Katz avait le droit de faire publier, un jour après ses détracteurs, sa propre annonce expliquant pourquoi il ne maintenait pas ses excuses.* » C'était compter sans la lâcheté de Yediot Aharonot et de Haaretz : les deux quotidiens acceptèrent l'annonce des anciens de la brigade Alexandroni reprenant les excuses initiales du chercheur, mais refusèrent la mise au point de ce dernier... De son côté, toujours en novembre 2001, l'université, qui venait d'annuler sa maîtrise, l'autorisa à soumettre un nouveau mémoire dans les six mois. Remis en mai 2002, ce document fit l'objet de longues discussions avant d'être rejeté, un an plus tard, par le jury – ou plutôt par deux de ses membres, un proche du doyen et l'auteur d'un livre attaquant la « nouvelle histoire ». Un rejet illégal, souligne Pappé, puisque « *l'Université ne tint pas compte des trois autres rapporteurs qui acceptèrent le mémoire, ni de la bonne note*

attribuée par le directeur de mémoire de Katz, le professeur Firo, bien que cela soit exigé par le règlement universitaire. [Lequel] exige également que les notes antérieures soient incluses dans le calcul final. Katz aurait donc dû recevoir son diplôme » (19)

L'affaire Katz, écrit Ilan Pappé, « fut le prétexte et non la cause de la dégradation ultérieure de mes relations avec l'université ». Le procès civil et universitaire contre le kibboutznik-étudiant s'était accompagné d'une âpre bataille sur la Toile : l'historien, on l'a vu, avait répondu à la dénonciation des pseudo-« falsifications » en mettant en ligne des transcriptions des soixante heures de témoignages enregistrés. « *La réponse du procureur fut d'exiger mon licenciement, et mes collègues se lancèrent dans une campagne ad hominem systématique et quotidienne, à laquelle le recteur de l'université ne tarda pas à se joindre. La communauté universitaire dans son ensemble emboîta le pas. Quelques collègues vinrent néanmoins à mon aide, mais plutôt à titre personnel et rarement publiquement.* » L'obstination de l'historien à poursuivre les recherches pour prouver qu'un massacre avait bien été commis à Tantoura, sa critique de l'Université comme de la politique israélienne dans les Territoires occupés en firent « *un vrai paria parmi les enseignants de mon université. D'anciens collègues et amis annulèrent les invitations qu'ils m'avaient faites de participer à des séminaires, symposiums ou conférences. Feignant d'abord des raisons techniques, puis admettant qu'ils ne voulaient pas risquer leur carrière en entrant en confrontation avec les autorités universitaires, les uns et les autres s'abritèrent dans leur sanctuaire en compagnie des trois singes qui ne voulaient rien entendre, voir ni dire.* » (20)

Deux mois après le déclenchement de l'opération « Rempart », qui voit l'armée israélienne reconquérir la Cisjordanie, l'historien est convoqué par lettre express à se présenter devant une cour disciplinaire spéciale : le doyen de la faculté des lettres, Arye Rattner, veut obtenir son expulsion de l'université à cause de son engagement aux côtés de Théodore Katz. « *J'avais osé accuser l'université de lâcheté morale et lui avais attribué des motifs politiques dans sa conduite de l'affaire Katz. [...] J'étais mis en accusation par des gens qui se considéraient comme les gardiens de la version nationale de l'histoire, explique l'inculpé. En tant que tels, ils ne pouvaient pas permettre qu'un mémoire comme celui de Katz ou mes propres conclusions sur l'affaire soient reconnus comme résultats légitimes d'une recherche universitaire. L'affaire Tantoura révélait la nature brutale du nettoyage ethnique de 1948 et de ce fait accréditait les exigences palestiniennes de restitution et de rapatriement.* » Mais l'affaire Katz est close depuis un an lorsque l'establishment décide de se débarrasser d'Ilan Pappé. Cette nouvelle escalade vise en fait trois prises de position de l'historien : son appui, en avril 2002, à la décision d'intellectuels européens de boycotter les universités israéliennes ; la publication d'un article en hébreu sur Tantoura dans une revue universitaire réputée ; la proposition d'un cours sur la Nakba pour l'année 2002-2003. Selon l'historien, elle s'explique aussi « *par l'ambiance générale [...] qu'on qualifiera au mieux de désertion consciente du jeu démocratique chez les Juifs israéliens – ou peut-être devrais-je dire d'un simulacre joué aussi bien par le gouvernement que par la société.* » (21)

De fait, l'historien est accusé de « *diffamer sans relâche* » l'institution à laquelle il appartient et d'avoir « *appelé à boycotter les universités israéliennes* » : c'est pour ces « *outrages* » que la cour doit « *l'expulser de l'université* ». Refusant de se prêter à ce « *simulacre maccarthyste* », Ilan Pappé en appelle à ses amis, dans le monde entier, pour qu'ils interviennent sans tarder. « *Avant la décision finale, je vous demande de faire connaître votre opinion, sous toute forme et par tout moyen à votre disposition [...]. Je demande à tous ceux qui sont prêts à le faire de considérer ce cas comme un élément dans leur opinion et leur attitude, face à la situation actuelle en Israël* », écrit-il. « *La*

réponse internationale fut stupéfiante. Des amis aux quatre coins du monde se mobilisèrent pour constituer un comité international de soutien et réussirent ainsi à obtenir en deux semaines deux mille cent lettres en ma faveur avec copie au recteur de l'université de Haïfa. À la fin des deux semaines, les autorités universitaires interrompirent la procédure aussi abruptement qu'elles l'avaient engagée. » Il faut dire aussi que la presse avait couvert l'affaire, Haaretz lui consacrant même sa « une ». « *Pappé a cyniquement exploité les accusations portées contre lui* » (22), ira jusqu'à déclarer le porte-parole de l'université au journal de Haïfa...

L'affaire Katz aura eu un mérite, celui de pousser Ilan Pappé à accoucher de son grand œuvre : deux ans après *Les Démons de la Nakba* paraît *The Ethnic Cleansing of Palestine* (23). Certes, l'historien a déjà écrit plusieurs essais importants qui, tout en s'inscrivant dans le mouvement de la « nouvelle histoire », le distinguent nettement du pionnier de cette dernière (voir chapitre VIII). Dès 1992, avec *The Making of the Arab-Israeli Conflict, 1947-1951* (24), il oppose aux thèses « centristes » de Benny Morris une analyse beaucoup plus radicale de l'expulsion des Palestiniens : pour lui, il ne s'agit pas d'une conséquence de la guerre, mais du résultat d'un plan mûrement réfléchi. Non seulement il développe cette approche dans son nouvel ouvrage de manière approfondie et cohérente, mais il le fait à la manière de... Benny Moris : avec forces citations tirées des archives de la Hagana, du Palmah et des Forces de défense d'Israël, ainsi que des Journaux de David Ben Gourion et d'autres dirigeants sionistes. Mais, contrairement à son collègue et adversaire, il évoque aussi les travaux d'historiens palestiniens et arabes ainsi que les témoignages de protagonistes palestiniens des événements. Après *The Ethnic Cleansing*, nul ne pourra plus raconter – honnêtement – 1948 comme avant : le résumé des principaux apports du livre, tel que Pappé les présente, suffira à s'en convaincre. Et le lecteur francophone aura, cette fois, accès à l'ensemble du livre, que les éditions Fayard ont le courage de publier au printemps 2008 (25)...

La préface s'ouvre sur la « Maison rouge », cet immeuble Bauhaus de Tel- Aviv devenu, en 1947, le quartier général de la Hagana. Ce 10 mars 1948, onze hommes – de vieux dirigeants sionistes et de jeunes officiers – « *apportent la touche finale à un plan de nettoyage ethnique de la Palestine* ». Le soir même, « *des ordres militaires sont diffusés aux unités sur le terrain afin qu'elles préparent l'expulsion systématique des Palestiniens* » de vastes zones. Et ces directives précisent « *dans le détail* » les méthodes à employer pour les chasser (voir chapitre III, p. 68 et 69). Six mois après, la grande majorité de la population autochtone de la Palestine, soit près de 800 000 personnes, a été expulsée, 531 villages détruits et onze villes vidées. Le plan de mars et sa mise en œuvre dans les mois qui suivent constituent donc « *un cas évident d'opération de nettoyage ethnique* », explique Pappé en recourant à une expression médiatisée lors des guerres de Yougoslavie. Notons que le nettoyage ethnique est désormais considéré par le droit international comme un « *crime contre l'humanité* ». Après le génocide nazi et avec l'irruption des moyens de communication électroniques, poursuit Pappé, dissimuler des crimes de masse n'est plus possible. Et pourtant l'un d'eux a été presque totalement effacé de la mémoire publique globale : la dépossession des Palestiniens en 1948 par Israël. Systématiquement nié, il n'est « *toujours pas reconnu aujourd'hui comme un fait historique.* » (26)

À défaut de pouvoir traduire les responsables de ce nettoyage ethnique devant un tribunal spécial, il est possible, estime l'historien, de « *reconstruire leurs crimes* » afin d'établir un récit historique exact. Outre les historiens palestiniens, qui travaillent depuis une trentaine d'années à rétablir la vérité, des historiens israéliens se sont efforcés de réviser la version sioniste de la guerre de 1948. « *J'étais l'un d'eux* », ajoute Pappé qui, autocritique, estime que ses confrères et lui ont « *éludé la question du nettoyage ethnique* » : comme les

« *historiens diplomatiques* », ils se sont « *concentrés sur les détails* ». L'auteur reconnaît cependant que, grâce aux archives militaires israéliennes, lui et ses confrères ont pu non seulement démontrer l'absurdité de la thèse selon laquelle les Palestiniens seraient partis volontairement, mais aussi confirmer « *beaucoup de cas d'expulsions massives* » de villages et de villes et révéler « *un nombre considérable d'atrocités, y compris de massacres.* » (27)

Le paradigme du nettoyage ethnique

Avec une limite majeure cependant, évidente chez le précurseur de la « nouvelle histoire » : le fait de s'appuyer exclusivement sur les archives, considérées comme l'expression d'une « *vérité absolue* », l'a conduit à une appréhension déformée de la réalité sur le terrain. Si Morris et les autres s'étaient tournés vers l'histoire orale, y compris arabe, ils auraient pu mieux saisir la « *planification systématique derrière l'expulsion des Palestiniens en 1948* » et fournir « *une description plus véridique de l'énormité des crimes commis* ». D'où l'objectif que Pappé assigne à son nouveau livre : « *défendre le paradigme du nettoyage ethnique et le substituer à celui de guerre* » – pour la recherche universitaire comme pour le débat public sur 1948. Car l'historien est convaincu que l'absence de cette grille de lecture a contribué à la négation persistante de la Nakba. Inhabituellement emphatique, Pappé qualifie son livre de « *J'accuse* » contre les dirigeants politiques qui inventèrent le nettoyage ethnique et les généraux qui le perpétrèrent. S'il mentionne leurs noms, ce n'est pas pour en obtenir le jugement posthume, « *mais afin d'humaniser les bourreaux comme les victimes* » (28) Les crimes commis par Israël ne doivent pas être attribués aux « *circonstances* », à « *l'armée* » ou renvoyés à l'expression chère à Morris : « *à la guerre comme à la guerre* ». Ces caractérisations permettent en effet aux responsables, individus comme États, ne pas rendre de comptes.

Le premier chapitre de *The Ethnic Cleansing* porte sur la définition de la purification ethnique et sur les hommes que Pappé considère comme les responsables de celle infligée aux Palestiniens, à savoir David Ben Gourion et onze membres d'un « *Conseil* » dont l'historien a reconstitué la liste, pourtant effacée par les censeurs. Mais le groupe qui prépara les plans de l'opération et la supervisa comprenait aussi des officiers de premier plan comme Igal Yadin, Moshe Dayan, Igal Allon et Itzhak Sadeh, des commandants de région comme Moshe Kalman, Moshe Carmel, Itzhak Rabin, Shimon Avidan ainsi que son assistant Itzhak Pundak – qui écrira dans le quotidien Haaretz le 21 mai 2004 : « *Il y avait deux cents villages sur le front et ils ont disparu. Nous devons les détruire, sans quoi nous aurions eu [...] des millions d'autres Palestiniens* » – sous-entendu dans l'État juif. À ce premier cercle, il convient d'adjoindre les officiers des services de renseignements, qui jouèrent un rôle majeur dans le nettoyage et prirent part « *à quelques-unes des pires atrocités.* » (29) L'auteur entend reconstituer le crime en étudiant à la fois les racines idéologiques de l'épuration ethnique et les méthodes utilisées pour la réaliser.

Dans son deuxième chapitre, après un retour sur la place du « *transfert* » dans la pensée sioniste (voir chapitre IX), Pappé s'intéresse aux préparatifs militaires. Il souligne notamment le rôle joué par Orde Charles Wingate, grâce auquel les dirigeants sionistes comprirent que le projet d'État juif était irréalisable sans la constitution d'une force armée capable de protéger les colonies juives et de prendre les devants pour dissuader de possibles attaques palestiniennes. Cet officier britannique contribua à mettre sur pied la principale organisation paramilitaire de la communauté juive en Palestine, la Hagana, et l'associa à la répression par les Britanniques de la Révolte arabe : afin de lui apprendre « *ce qu'est une "mission punitive".* » (30)

Mais l'apport le plus neuf de l'historien concerne le fichier de tous les villages arabes établi dès avant la Seconde Guerre mondiale. C'est un jeune historien de l'Université hébraïque de Jérusalem, Ben-Zion Luria, qui en proposa l'établissement en 1940 pour aider à la « *rédemption de la terre* » (31), selon les termes qu'il employa, à l'adresse du Fonds national juif (FNJ). Excellent choix : cette initiative pour engager le Fonds dans le nettoyage ethnique à venir allait donner plus d'élan et de zèle à l'expulsion. Dirigé par Yosef Weitz (*voir chapitre V*), partisan convaincu du « transfert », le département de la terre du FNJ s'occupait à la fois d'obtenir des terres arabes, d'y installer des colons juifs et d'en expulser les habitants autochtones. Malgré des décennies d'efforts, la communauté juive ne possédait en 1948 que 5,8 % de la superficie de la Palestine. D'où l'appétit de Weitz, qui en désirait plus et devint « *lyrique* » lorsqu'il prit connaissance du projet de fichier. Recruté pour s'en charger, un topographe de l'Université hébraïque proposa de recourir à des photographies aériennes, dont il montra deux exemples à Ben Gourion – deux cartes des villages de Sindiyana et de Sabbarin, qui, conservées aux Archives d'État d'Israël, sont, précise Pappé, tout ce qui reste de ces villages. Les meilleurs photographes professionnels du pays contribuèrent au projet, un laboratoire étant installé dans la maison de Margot Sadeh... l'épouse de Itzhak Sadeh, le chef du Palmah !

Ainsi furent constitués, sur chacun des villages de Palestine, des dossiers détaillés indiquant les routes d'accès, la qualité de la terre, les sources et réserves d'eau, les principales sources de revenu, la composition sociologique, les affiliations religieuses, le nom des mukhtars, les relations avec les autres villages, l'âge des habitants hommes (de 16 à 50 ans), etc. L'élément le plus important était, explique Pappé, « *un index de l'"hostilité", à partir du niveau de la participation du village à la révolte de 1936* ». Le fichier listait les habitants qui y avaient participé, les familles ayant perdu quelqu'un dans les combats d'alors, et les villageois qui auraient tué des Juifs. En 1948, souligne l'historien, cette dernière information « *alimentera les pires atrocités dans les villages, conduisant à des exécutions de masse et à des tortures* » (32). En 1943, Ezra Danin, qui jouera cinq ans plus tard un rôle dirigeant dans l'épuration ethnique, systématisera tout le fichier, afin qu'il décrive désormais les liens familiaux, les cultures, le nombre d'arbres, la qualité des vergers, la répartition de la terre par famille, le nombre de véhicules, les commerçants et artisans ainsi que leurs compétences. Puis y seront inclus l'organisation des clans, leur affiliation politique, la structure sociale, des notables aux paysans, ainsi que les fonctionnaires mandataires.

Plus la fin du mandat britannique approche, et plus – indique Pappé – l'information se focalise sur les données militaires, en particulier le nombre des personnes armées et le type d'armes à leur disposition par village. Pour compléter leurs fichiers, Ezra Danin et son assistant, Yaacov Shimoni, recrutent deux autres collaborateurs, Yehoshua Palmon et Tuvia Lishanski, mais aussi des « informateurs » palestiniens. Actualisés en 1947, les dossiers comprennent les listes des gens « recherchés », lesquelles seront utilisées en 1948 par les troupes juives pour procéder aux arrestations dans les villages occupés. Les « suspects » seront alors identifiés, parmi les villageois rassemblés, par la personne ayant fourni les informations à leur sujet, la tête recouverte d'un sac percé de deux trous pour voir sans être reconnue. Et les hommes ainsi choisis seront souvent abattus sur le champ. Pour les experts, l'affiliation au mufti de Jérusalem ou à son parti représente un crime : or, selon les fiches de 1947, des villages de 1 500 habitants recèlent de vingt à trente « suspects ». Igal Yadin l'a reconnu, conclut l'auteur : « *C'est cette connaissance détaillée de ce qui se passait dans chaque village palestinien qui a permis au commandement militaire sioniste en novembre 1947 de conclure que "les Arabes de Palestine n'avaient personne pour les organiser correctement"*. » Et Yadin d'ajouter : « *S'il n'y avait pas eu les Britanniques, nous aurions écrasé l'émeute en un mois.* » (33)

Après avoir consacré la fin du second chapitre au rôle de David Ben Gourion, puis le troisième au partage de la Palestine par les Nations unies, l'historien en vient, avec le quatrième, au cœur de sa démonstration. Ayant rappelé les premières opérations de « nettoyage ethnique » lancées dès décembre 1947, Pappé nuance : avant mars 1948, les activités de la direction sioniste pour mettre en œuvre sa vision pouvaient encore être présentées « *comme des ripostes à des actions hostiles arabes ou palestiniennes* ». Après mars, toutefois, ce n'était plus possible, car cette même direction « *déclara ouvertement – deux mois avant la fin du mandat – qu'elle chercherait à prendre possession de la terre et à en expulser la population indigène par la force : avec le plan Dalet* ». La première étape consista à définir géographiquement ce que serait un État viable, en l'occurrence à partir des colonies les plus lointaines : il fallait que tout le territoire situé entre ces implantations devienne juif et comporte des zones tampons entre celles-ci et les localités palestiniennes. Dans ses négociations, en cours, avec le roi Abdallah, l'Agence juive envisageait toutefois de rétrocéder tout ou partie de la Cisjordanie au régime hachémite (*voir chapitre VIII*). Et Pappé de chiffrer : pour l'Agence juive, le futur État couvrirait plus de 80 % de la Palestine sous mandat britannique, soit les 56 % prévus par les Nations unies, plus 24 % pris sur l'État arabe – dont les Jordaniens récupéreraient les 20 % restants. Cette « concession », insiste l'auteur, écartait du champ de bataille la seule véritable force arabe : « *Sans la Légion arabe, conclut-il, le monde arabe perdait toute capacité à défendre les Palestiniens.* » (34)

Ilan Pappé évoque ensuite les forces militaires en présence (*voir chapitre II*) : du côté juif, 50 000 soldats, dont 30 000 combattants ; du côté palestinien, pas plus de 7 000 miliciens, plus des volontaires étrangers (1 000 au début, 3 000 plus tard). En matière d'armement et d'organisation, l'avantage du Yichouv est encore plus net. Jusqu'en mai 1948, quelques milliers de combattants palestiniens et arabes peu organisés affrontent des dizaines de milliers de soldats juifs bien entraînés. Après cette date, les forces israéliennes regroupent deux fois plus d'hommes que l'ensemble des armées arabes, sans compter les groupes de l'Irgoun et du Lehi, qui fusionneront avec la Hagana, mais aussi les commandos du Palmah, qui jouent un rôle fondamental dans la prise des villages arabes et l'expulsion de leurs habitants.

Capables de prendre la Palestine toute entière

Bref, Ben Gourion sait qu'il dispose des moyens militaires nécessaires pour que le Yichouv prenne possession du gros du mandat britannique, de ses terres et de ses propriétés. Cela ne l'empêche pourtant pas, poursuit l'historien, d'agiter en public l'épouvantail d'un « *second Holocauste* ». Et pourtant, à Moshe Sharett qui lui écrit, inquiet, depuis l'étranger, il répond qu'avec les armes annoncées, « *nous serons capables, non seulement de [nous] défendre, mais aussi (...) de prendre la Palestine toute entière* ». Ben Gourion affirme n'avoir « *aucun doute* » là-dessus. Ses soldats peuvent « *faire face à toutes les forces arabes* ». Il ne s'agit pas là d'une « *croyance mystique* », mais d'un « *calcul froid et rationnel fondé sur un examen factuel* ». De fait, malgré quelques moments difficiles dans des kibboutz isolés ou à Jérusalem, souligne Pappé, les forces dont elle disposait ont permis à la communauté juive « *de se préparer à la fois à une possible confrontation avec le monde arabe et de nettoyer la population locale.* » (35)

Pour reconstruire cette partie d'un processus historique « *où l'idéologie intangible devient une réalité tangible* », Ilan Pappé envisage deux options. La première consiste à démontrer au lecteur comment les leaders sionistes, après avoir longtemps voulu vider la Palestine de la plupart de ses habitants autochtones, mettent en œuvre ce projet en 1948

– c'est l'approche d'historiens comme le Palestinien Nur Masalha, ou encore de l'Israélien Michael Bar-Zohar dans sa biographie de Ben Gourion. La seconde vise à éclairer comment les décisions des responsables juifs fusionnent progressivement stratégies et méthodes en un plan de nettoyage ethnique systématique. « *J'utiliserai ces deux options* » (36), annonce l'auteur.

La « balance démographique » entre Arabes et Juifs en Palestine, voilà l'obsession des dirigeants sionistes : quand elle est défavorable à la majorité ou à l'exclusivité juive, la situation est décrite comme désastreuse. Ainsi, le 3 décembre 1947, une semaine à peine après le partage onusien de la Palestine, Ben Gourion précise que la présence en son sein de 40 % de non-Juifs « *ne constitue pas une base solide pour un État juif* ». Une telle proportion menace, selon lui, le maintien d'une souveraineté juive : « *Seul un État avec au moins 80 % de Juifs sera viable et stable.* » Un mois plus tôt, rapporte Pappé, Ben Gourion a expliqué, pour la première fois aussi clairement, que le nettoyage ethnique garantirait le caractère exclusivement juif du nouvel État. Les Palestiniens risquant de se transformer en agents des États arabes, « *mieux vaut les expulser* ». Et l'historien de rappeler l'appréciation de Simha Flapan selon lequel le mouvement sioniste aurait eu du mal à mettre en œuvre sa « vision » d'une Palestine ethniquement épurée « *si les Palestiniens s'étaient abstenus d'attaquer des cibles juives après la résolution du partage et si l'élite palestinienne n'avait pas quitté les villes* ». C'est dire que, pour Flapan comme pour Morris (dans la seconde édition de *The Birth*, mais contrairement à la première), le « *véritable plan de nettoyage ethnique* » que représente le plan Dalet « *n'a pas été créé dans le vide.* » (37)

Une fois le territoire défini et la suprématie militaire assurée, poursuit Pappé, il reste aux dirigeants sionistes à se donner les moyens concrets de déplacer une population aussi nombreuse – leur futur État élargit compte alors un million de Palestiniens (sur 1,3 million au total) et 600 000 Juifs. D'autant qu'à l'époque, David Ben Gourion et ses amis s'inquiètent de la timidité des réactions palestiniennes et, au-delà, arabes au plan de partage. Pis : le désir des Palestiniens de ne pas être entraînés dans une guerre civile, écrit l'auteur, pose problème à ceux qui entendent vider le futur État juif de ses habitants arabes. Il leur faut un prétexte. C'est, heureusement pour eux, le moment que choisissent les volontaires arabes de l'Armée de libération pour s'attaquer aux colonies et convois juifs. Cette agressivité facilite la présentation par le « Conseil » de la politique d'occupation et d'expulsion comme une forme de riposte (en hébreu *tagmul*) – mais, à l'époque, le « Conseil » utilise aussi le terme *yotzma* (initiative) pour décrire sa stratégie à l'égard des Palestiniens.

La réunion du 10 décembre 1947 à la Maison rouge marque un tournant, selon Pappé. Les rapporteurs Ezra Danin et Yehoshua Palmon, bien qu'ils constatent le départ des élites palestiniennes vers les capitales arabes voisines, suggèrent « *des actions violentes* » pour « *terrifier* » les Palestiniens, afin de rendre inutile l'aide du monde arabe. Aux demandes de précision de Ben Gourion, ils répondent qu'il faut détruire les moyens de transports, boucler les commerces et empêcher les matières premières de parvenir aux fabriques. Trois jours plus tard, le chef de l'Agence juive écrit à Sharett que les Palestiniens sont « *à notre merci* » et que les Juifs peuvent tout leur faire, même « *les condamner à mourir de faim* » (38). L'auteur consacre les trente dernières pages de ce quatrième chapitre à décrire les différentes étapes de cette escalade, orchestrée par le « Conseil », jusqu'au printemps 1948.

En décembre 1947, la Hagana se livre surtout à ce qu'elle appelle des « reconnaissances violentes » dans des villages arabes. L'historien multiplie les exemples, y compris le pire

d'entre eux : celui de Balad al-Sheikh, une localité à dix kilomètres de Haïfa où repose Sheikh Izz al-Din, un des chefs charismatiques de la révolte de 1936. Un commandant local, Haïm Avinoam, ordonne d'« *encercler le village, de tuer le plus grand nombre possible d'hommes, d'endommager les biens, mais d'éviter de s'en prendre aux femmes et aux enfants* ». L'attaque, le 31 décembre, fait 60 morts, « *et pas seulement des hommes* », relève Pappé, selon qui, à la réunion suivante, le « Conseil » décide d'abolir cette distinction dans les futures opérations. Pour sa part, l'Irgoun multiplie les actions terroristes dans les villes arabes – comme à Jaffa, où une bombe fait trente-six morts, ou à Jérusalem, où le consul d'Espagne figure parmi les victimes. Au point de provoquer une protestation du haut-commissaire britannique. Sir Alan Cunningham, lors de sa dernière rencontre avec Ben Gourion, reproche à la Hagana de tout faire pour aggraver la situation, alors que les Palestiniens s'efforcent de maintenir le calme. Après quoi le chef de l'Agence juive reconnaît devant son Exécutif que la « *majorité* » des Palestiniens « *accepte le partage comme un fait accompli [...]. Leur grande majorité ne veut pas nous combattre.* » (39)

C'est pour passer à l'étape supérieure que Ben Gourion convoque, chez lui, du 31 décembre 1947 au 2 janvier 1948, un long séminaire du « Conseil » – le seul, précise Pappé, dont subsiste un compte-rendu. Architecte du transfert et futur président du comité mis en place pour le conduire, Yosef Weitz anime les débats. Même le plus libéral des participants, le docteur Yaacov Tahon, semble séduit par l'idée de Weitz selon laquelle « *sans transfert, il n'y aura pas d'État juif* ». Cette réunion pivot autorise une série d'attaques pour causer le maximum de dommages et tuer le plus possible de villageois. Igal Yadin, le chef d'état-major de la Hagana, suggère d'abandonner le terme repréailles : « *Il s'agit d'une offensive et nous avons besoin de prendre l'initiative d'attaques préventives* » sans attendre d'être agressés. Et, ajoute l'auteur, le chef du Palmah, Itzhak Sadeh, appelle à mettre les troupes « *à la mode* », autrement dit à leur inculquer un état d'esprit d'« *agression* ». Quant à Igal Allon, il reproche au « Conseil » de ne pas avoir décrété une attaque générale début décembre, sous forme de punitions collectives – « *même si, ajoute-t-il, des enfants vivent dans les maisons* ». Et à Eliahou Sasson et Reuven Shiloah redoutant que de telles provocations n'aliènent les Palestiniens pacifiques, Allon, appuyé par Moshe Dayan, rétorque : « *Tout appel à la paix serait une faiblesse !* » (40) Ben Gourion exclura d'ailleurs toute recherche d'accord à Jaffa, et ce contre l'avis de la municipalité de Tel-Aviv – il rejettera des tentatives du même genre à Rehovot, Rishon-le-Zion et Petah Tikvah...

Le séminaire débouche ainsi sur une nouvelle tactique, la « *défense agressive* ». Traduction de Yadin : il faut convaincre les commandants que les Juifs ont l'avantage pour qu'ils harcèlent et démoralisent les Palestiniens. Allon exige même, rappelle Pappé, « *une directive claire venue d'en haut* » pour stimuler des troupes enthousiastes à l'idée de partir à l'assaut des villages et quartiers arabes. Après avoir raconté comment le village palestinien de Lifta fut, les 28 décembre 1947 et 11 janvier 1948, « *le tout premier à avoir été ethniquement épuré en Palestine* » (41), l'historien résume le résultat du long séminaire : dans l'attente d'une campagne coordonnée et supervisée, les dirigeants sionistes décident d'intégrer toute initiative, même non autorisée, à leur plan, en lui accordant rétrospectivement leur bénédiction. Cette nouvelle ligne porte immédiatement ses fruits, en premier lieu à Jérusalem, dont le commandant militaire, David Shaltiel, occupe plusieurs quartiers arabes et y installe immédiatement des Juifs, à la plus grande joie de Ben Gourion. Benny Morris, dans *The Birth (voir chapitre VII)*, a déjà cité les termes enthousiastes du chef du Mapaï, le 7 février, devant le Conseil de son parti, pour décrire ce que l'historien présente, lui, comme un « *miracle* » : « *Si vous entrez par Lifta-Romema, par Mahaneh Yehuda, la rue King George et Mea Shearim – il n'y a pas*

d'étrangers [c'est-à-dire d'Arabes]. 100 % de Juifs. Jamais, depuis la destruction de Jérusalem du temps des Romains, la ville n'a été aussi juive que maintenant. Dans de nombreux districts arabes à l'ouest, on ne voit aucun Arabe. [...] Ce qui s'est passé à Jérusalem [on n'y voit plus d'Arabes] pourrait bien arriver dans de grandes parties du pays – si nous tenons bon. [...] Il est tout à fait possible que, dans les six, huit ou dix mois de la guerre se produisent de grands changements [...] et pas tous à notre détriment. Certainement il y aura de grands changements dans la composition de la population du pays. » (42)

« Occuper, expulser et détruire »

À l'exception d'Eliahou Sasson, les membres du « Conseil des Onze » approuvent et mettent en oeuvre, dès janvier, la ligne du séminaire. Pourtant, observe Pappé, le calme aurait pu être rétabli dans le pays, vu les hésitations de la communauté juive et le caractère limité de l'activité militaire panarabe. Bref, une solution pacifique aurait encore pu s'imposer. C'est justement ce que la direction sioniste a voulu empêcher avec sa politique d'« offensive agressive ». L'arrivée, en janvier 1948 des premiers contingents de l'Armée de libération arabe (ALA) de Fawzi Al-Qawuqji et leurs attaques meurtrières contre des convois juifs – en particulier celle de Kefar Etzion qui, le 14 janvier, coûte la vie à 35 soldats de la Hagana – offrent, on l'a vu, le prétexte du plan qui sera mis en oeuvre en mars 1948. À la fin janvier, on compte 400 morts du côté juif, ce qui est beaucoup pour une communauté de 660 000 personnes, mais nettement moins que les 1 500 Palestiniens déjà tombés, relativise l'historien. Ben Gourion, lui, ne fait pas dans la nuance, évoquant les « *victimes d'un second Holocauste* ». Au chef d'état-major, Yaacov Drori, partisan de la prudence face aux quelque trois cents volontaires arabes, succède Igal Yadin, qui réclame « *à grands cris des opérations de nettoyage de grande ampleur* » (43). De fait, analyse Pappé, les réactions juives en février 1948 diffèrent de celles de décembre 1947 : loin d'être sporadiques, elles obéissent déjà à la volonté de restaurer la liberté de circulation pour les Juifs tout en évacuant les villages arabes. Mais les directives demeurent vagues, alors que, le mois suivant, les opérations, sous des noms de code précis, porteront sur des territoires et des cibles bien définis.

Vagues ? La directive donnée, le 5 février, aux attaquants de trois villages proches de Césarée prévoit de « *les occuper, les expulser et les détruire* ». À Sasa, les 14 et 15 février, l'ordre consiste à « *dynamiter vingt maisons et tuer autant de "combattants" [lire : villageois] que possible* » – le commandant Moshe Kalman, déjà responsable d'atrocités à Khisas, se félicitera d'avoir finalement démolé 35 maisons et laissé 68 à 80 cadavres. Le 19, un nouveau séminaire, toujours au domicile de Ben Gourion, confirme la « ligne ». Ezra Danin rapporte que les villageois n'ont guère le désir de combattre et que l'ALA se cantonne au territoire prévu pour l'État palestinien. « *Une petite réaction n'impressionne personne. Une maison détruite — rien. Détruisez un quartier, et vous commencez à faire impression* », lui répond le « Vieux », heureux que l'opération de Sasa ait poussé les Arabes à fuir. Le mois se termine avec l'expulsion de Qira, un village mixte – comme Daliyat al-Rawha, « *nettoyé* » début février. Dans les deux cas, l'initiative revient à Yosef Weitz, qui a simplement dit : « *Débarrassez-vous d'eux maintenant.* » Selon Pappé, Benny Morris, lorsqu'il prétend que Weitz, pour ses opérations en février et mars, n'avait pas d'autorisation de la « direction politique », déraille : le commandement central de la Hagana, explique-t-il, autorise toutes les expulsions, par avance ou... rétrospectivement. Quoi qu'il en soit, ajoute l'auteur, « *jamais Weitz n'a été réprimandé pour les expulsions dont il était responsable.* » (44)

La première discussion du « Conseil » sur l'avant-projet du plan Dalet – alors baptisé Yehosha, en hommage au commandant Yehosha Globberman, tué en décembre 1947 – se tient à la mi-février 1948, alors que l'ALA multipliait les attaques. Pourtant, note Pappé, quand les dirigeants sionistes se retrouvent le 10 mars, ils s'occupent moins d'organiser la contre-attaque que de préparer, sous la direction de Ben Gourion, un plan d'ensemble définitif. À défaut de compte rendu de la réunion, nous connaissons ce dernier tel qu'il a été aussitôt envoyé aux troupes sur le terrain. Le plan D, précise l'historien, se réfère explicitement aux 78 % de la Palestine convoités par le « Vieux » et au sort du million de Palestiniens y vivant. La conduite des opérations – stipule explicitement le texte du plan, reproduit par Ilan Pappé dans son premier livre (45) – passe « *soit par la destruction des villages (en les incendiant, en les dynamitant et en plaçant des mines dans leurs décombres), et spécialement ces centres de population qu'il est difficile de contrôler en permanence ; ou bien en montant des opérations de ratissage et de contrôle conformément aux directives suivantes : encerclement des villages et conduite de recherches en leur sein. En cas de résistance, les forces armées doivent être anéanties et la population expulsée hors des frontières de l'État* ».

Ces ordres, ajoute l'auteur, deviennent plus spécifiques lorsqu'ils parviennent aux unités : chacune des brigades – désormais au nombre de douze – se voit assigner une partie du pays et reçoit une liste des villages et quartiers à occuper et à détruire et dont les habitants doivent être expulsés. Certains commandants font du zèle et ajoutent d'autres localités. D'autres ne réalisent pas leurs objectifs : ainsi certains villages de la zone de Wadi Ara réussissent à survivre à toute la guerre. Ces derniers constituent des exceptions, la règle étant représentée par la destruction de 531 villages et de onze quartiers et villes et l'expulsion de leurs habitants sur ordre direct donné par le « Conseil » en mars 1948. Autre précision essentielle : dans les archives des Forces de défense d'Israël déclassifiées à la fin des années 1990, on trouve la preuve que, contrairement aux affirmations d'historiens comme Benny Morris, les commandants de brigade se virent transmettre le plan Dalet sous forme d'ordres opérationnels précis à mettre en œuvre. De toute façon, selon Pappé, « *avant même que les ordres directs arrivent, les troupes savaient exactement ce qu'on attendait d'elles.* » (46)

Et d'invoquer le témoignage de Shulamit Aloni, future ministre de la Culture, mais alors simple officier, qui se rappelle comment des officiers politiques spéciaux « *excitaient* » les soldats en diabolisant les Palestiniens et en invoquant le génocide. Selon l'historiographie officielle, résume Pappé en conclusion de ce chapitre, le mois d'avril 1948 aurait représenté un « tournant » : la communauté juive serait passée de la défensive à l'offensive, après avoir frôlé la défaite. Faux, assure l'historien : le rapport des forces militaires, économiques et politiques entre les deux communautés mettait la majorité des Juifs à l'abri du danger. Plus, entre le début décembre 1947 et la fin mars 1948, leur armée avait réussi à réaliser la première phase du nettoyage ethnique de la Palestine, avant même que le plan d'ensemble soit entré en vigueur. « *Si tournant il y eut en avril, juge l'auteur, ce fut le passage des attaques et contre-attaques sporadiques contre la population civile palestinienne à la méga-opération systématique de nettoyage ethnique qui suivit.* » (47)

C'est l'objet du cinquième chapitre de *The Ethnic Cleansing* : la mise en œuvre du plan Dalet. À partir du début avril, chaque brigade est appelée à l'appliquer sur le terrain. « *Les villages que vous allez prendre, nettoyer ou détruire – précisent les ordres – seront choisis en concertation avec vos conseillers pour les affaires arabes et les officiers des services de renseignements.* » (48) En réalité, durant deux mois, ajoute Ilan Pappé, les ordres n'épargnent aucun village alors même que le plan Dalet prévoit leur reddition. Ainsi le plan

est-il résumé à une directive : détruire les villages. Destinée, on l'a vu (*chapitre III*), à rouvrir la route de Tel-Aviv à Jérusalem, l'opération Nahshon est la première à unifier l'ensemble des organisations militaires juives, jetant ainsi les bases des futures Forces de défense d'Israël. Cette armée incorpore aussi bien les vétérans du Yichouv originaires d'Europe de l'Est que les nouveaux immigrants du monde arabe et de l'Europe d'après le génocide.

Pour le récit des opérations proprement dites, le lecteur se reportera aux chapitres III, IV et V du présent livre : nous ne reprendrons ici que quelques précisions et commentaires d'Ilan Pappé éclairant les événements. On sait par exemple que le nombre de victimes du massacre de Deir Yassine a été ramené par des historiens de 254 à 170 ou – selon une autre version – 93 : les dirigeants du Yichouv, estime Pappé, annoncèrent eux-mêmes un chiffre élevé pour effrayer les Palestiniens, leur promettant un sort similaire s'ils refusaient de s'enfuir. De même, l'auteur nous apprend que, lors de l'assaut contre Tibériade, le roi Abdallah avait envoyé... trente camions pour aider à l'évacuation de la population – dans ses Mémoires, il assure avoir craint un nouveau Deir Yassine. Concernant Haïfa, Pappé insiste sur le fossé entre l'attitude du maire juif, Shabtai Levi, qui souhaitait un accord amiable avec les Palestiniens, et celle de Mordehai Makhlef, officier de la Brigade Carmeli (et futur chef d'état-major des Forces de défenses d'Israël [FDI, IDF en anglais]), qui avait ordonné à ses troupes : « *Tuez tout Arabe que vous rencontrerez ; mettez le feu à tous les objets inflammables et ouvrez les portes à l'explosif.* » Lorsque la ville de Safed tomba, Ben Gourion notera dans son Journal qu'il n'y restait plus que « *cent vieux* » : ils furent « *expulsés au Liban.* ». (49)

Cet « *urbicide* » – selon l'expression d'Ilan Pappé – n'épargne pas Jérusalem, transformée de « *citée éternelle* » en « *ville fantôme* ». Car, là aussi, les troupes juives bombardent, attaquent et occupent les quartiers arabes de l'ouest en avril 1948. Les Britanniques empêchent la destruction de Sheikh Jarrah, mais c'est surtout l'arrivée de la Légion arabe, à la mi-mai, qui gêne les opérations en cours. Trop tard, résume l'historien : huit quartiers arabes et trente-neuf villages ont été nettoyés dans le Grand Jérusalem et leur population transférée à l'est. À Acre, l'armée diffuse par haut-parleur l'appel suivant : « *Rendez-vous ou suicidez-vous. Nous vous détruirons jusqu'au dernier.* » Et l'auteur d'invoquer le témoignage du lieutenant Petite, un observateur français de l'ONU, selon lequel, après avoir pris la ville, l'armée se livra à un pillage généralisé de tout ce qui pourrait servir aux nouveaux immigrants et dont la disparition découragerait le retour des Palestiniens. Dans cette ville comme à Gaza, la Hagana, pour accélérer la reddition des Palestiniens, tenta d'empoisonner l'eau avec des germes de typhoïde... Jaffa fut la dernière ville à tomber, le 13 mai, après trois semaines de siège. Au cours de l'expulsion de ses 50 000 habitants se déroulent des scènes d'horreur, comme à Haïfa : des Palestiniens sont poussés dans la mer en tentant de monter dans des embarcations trop petites, tandis que les troupes juives tirent au-dessus de leurs têtes. Avec la chute de cette ville, conclut Pappé, les forces juives avaient « *dépeuplé toutes les grandes villes et bourgades de Palestine.* » (50). Ces réfugiés ne reverront jamais leurs villes, mais seront les porteurs de la revendication, essentielle pour la réémergence du mouvement national palestinien, du droit au retour...

L'historien revient ensuite sur les opérations menées par les différentes forces juives dans les villages avant l'intervention des armées arabes, le 15 mai. C'est en effet du 7 avril que date la décision du « Conseil » de détruire et de vider tous les villages sur les routes de Tel-Aviv à Haïfa, de Jénine à Haïfa et de Jérusalem à Jaffa. Au total, du 30 mars au 15 mai, les forces juives occuperont 200 villages, dont ils expulseront les habitants. « *Voilà,* insiste Pappé, *un fait qui doit être répété, car il sape le mythe israélien selon lequel les*

“Arabes” fuirent dès l’“invasion arabe”. Près de la moitié de ces villages avaient déjà été attaqués au moment où les gouvernements arabes décidèrent finalement – et non sans réticence – d’envoyer leurs troupes. » (51) Quatre-vingt-dix autres villages seront détruits entre le 15 mai et le 11 juin, date de la première trêve. Comme pour les villes, l’auteur décrit la prise de plusieurs villages. À Sirin, par exemple, les troupes juives rassemblent les musulmans et les chrétiens auxquels ils donnent l’ordre de traverser le Jourdain. Puis ils détruisent la mosquée, l’église et le monastère ainsi que toutes les maisons. Dans le Marj Ibn Amir, l’attaque de l’ALA contre le *kibboutz* Michmar Haemeck, le 4 avril, entraîne des représailles sanglantes de la Hagana et de l’Irgoun contre les villages environnants, malgré les réticences des *kibboutznikim* du Mapam. Des nettoyages en série du même type ont lieu à la même période dans la région de Safed à Tibériade, et autour de Haïfa, où quinze villages —de moins de 300 à plus de 5 000 habitants – subissent tour à tour l’expulsion de leurs habitants.

« L’expulsion et la fuite, ajoute Ilan Pappé, ne suffirent pas à sauver les villageois. Nombre d’entre eux furent chassés par les kibboutzniks marxistes de l’Hachomer Hatzair, qui pillèrent rapidement et efficacement leurs maisons avant de les faire exploser. » À l’époque, des hommes politiques sionistes condamnent – verbalement au moins – ces atrocités : ils fourniront à ce sujet aux « nouveaux historiens » des témoignages inexistantes dans les archives. Pour Pappé, il ne s’agit pas seulement de la *« tentative de politiciens et de soldats juifs “sensibles” de soulager leur conscience »*. Ces documents obéissent au fameux *« tirer et pleurer »* caractéristique de l’*« ethos israélien »*. Pendant la guerre de 1967, le grand écrivain Amos Oz et ses amis n’ont-ils pas invité des soldats ayant participé à des opérations de nettoyage ethnique à petite échelle à une cérémonie d’absolution dans la *« Maison rouge »*, avant qu’elle ne soit démolie ? En 1948 déjà, on organisait des manifestations du même genre pour apaiser l’angoisse de soldats *« impliqués dans des atrocités et des crimes de guerre contre une population civile largement sans défense. »* (52)

« De nombreux corps de femmes, d’enfants et de bébés »

Car dans certains villages, note Pappé, l’armée se livre à des massacres afin de précipiter la fuite des habitants dans les villes et bourgs voisins. Et de citer trois cas : à Nasr al-Din (près de Tibériade), Ayn al-Zaytun (Safad) et Tirat Haïfa, des groupes d’hommes entre 10 et 50 ans sont exécutés afin de terroriser la population. La tuerie d’Ayn all-Zaytun a été rendue célèbre par *Les Portes du soleil*, le livre de l’écrivain Elias Khoury (53) et le film qu’en a tiré Yousry Nasrallah. Elle se produit le 2 mai, quand le Palmah, conduit par Moshe Kalman, déjà cité pour ses crimes, pénètre dans le village après l’avoir longuement bombardé. Les soldats rassemblent au centre les femmes, les enfants, les vieillards et les quelques hommes qui n’ont pas fui avec les volontaires syriens. Certains, dont le nom figure sur une liste, sont emmenés ailleurs et abattus. D’autres, qui se rebellent, le sont à leur tour. Yusuf Ahmad Hajjar, demande, s’étant rendu, à être traité humainement : Kalman le gifle et exige qu’il choisisse trente-sept adolescents au hasard, qu’il fait fusiller les mains liées dans le dos. Arrivé plus tard, un futur journaliste, Hans Lebrecht, témoigne que les ruines du village totalement détruit étaient jonchées de cadavres : *« Nous avons en particulier trouvé de nombreux corps de femmes, d’enfants et de bébés près de la mosquée locale. J’ai convaincu l’armée de les brûler. »* Citant la nouvelle *Between the Knotts*, de Netiva Ben Yehuda, Pappé note qu’une des raisons de ce massacre, comme de beaucoup d’autres tient à l’absence de camps pour le grand nombre de Palestiniens faits prisonniers. Mais d’ajouter : *« Même après l’installation de tels camps, des massacres eurent lieu lorsque de larges groupes de villageois furent faits prisonniers, comme à Tantoura et à Dawaymeh après le 15 mai 1948. »* (54)

Le 14 mai, Israël déclare son indépendance et, le lendemain, les armées arabes interviennent en Palestine : c'est le point de départ du sixième chapitre, qui oppose la « vraie guerre » à la « drôle de guerre ». Certes, les soldats arabes attaquent sur plusieurs fronts – sauf la Légion arabe jordanienne, qui, neutralisée par l'arrangement intervenu avec l'armée israélienne, ne se bat qu'à Jérusalem, exclue de cet accord. David Ben Gourion devra même abandonner certaines colonies isolées, ce qui lui vaudra des critiques. Il avait pourtant vu juste sur le plan militaire, rectifie l'auteur. Pour deux raisons : d'une part, aucune de ces colonies ne restera finalement aux mains des Arabes ; d'autre part, l'enjeu principal était le nettoyage ethnique. Or, on l'a déjà étudié, les troupes arabes ne furent jamais assez nombreuses pour arrêter ce dernier : « *Il y eut du nettoyage ethnique la veille du 15 mai 1948, et les mêmes opérations d'épuration se poursuivirent le lendemain.* » (55)

Tihur, en hébreu, signifie pureté. Ce terme revient régulièrement dans les ordres transmis par le haut-commandement aux unités sur le terrain, afin, précise l'historien, de galvaniser les soldats avant de les envoyer détruire villages et villes arabes. Le « Conseil » se réunit alors beaucoup moins souvent, remplacé par les institutions officielles de l'État d'Israël, et ses membres se préoccupent moins du plan d'expulsion, celui-ci se déroulant comme prévu sans qu'une coordination particulière ne soit désormais nécessaire. Leur seul souci est de fournir les troupes indispensables pour mener à la fois la guerre contre les armées arabes et contre le million de Palestiniens censés devenir, dès le 15 mai, des citoyens israéliens. Ils y réussissent sans mal. Installé dans le village de Sheikh Muwannis, vidé de ses habitants, le Matkal – l'état-major de l'armée – donne l'ordre, par exemple, à la brigade Alexandroni de nettoyer toute la zone s'étendant de Tel-Aviv à Haïfa. Au total, résume Pappé, sur soixante-quatre villages, seuls deux sont épargnés : Furaydis et Jisr al-Zarqa. Leurs habitants, expliquent les membres des colonies juives voisines à l'armée, offrent une main-d'œuvre non qualifiée utile. Le principal « *trophée* » (56) de la brigade est le village de Tantoura, évoqué plus haut, et dont Pappé relate ici longuement le massacre.

Tantoura n'a rien d'une exception, souligne l'auteur : « *D'autres massacres suivraient, commis par d'autres brigades, le pire se produisant à l'automne de 1948, quand les Palestiniens réussirent enfin, dans certains lieux, à opposer une certaine résistance au nettoyage ethnique.* » D'autant que les brigades reçoivent, observe Pappé, des ordres formulés de manière plus explicite qu'auparavant. Le sort d'un village est scellé lorsque l'ordre disait *le-taher* (nettoyer), ce qui signifie garder les maisons intactes mais en expulser la population, ou le-*hashmid* (détruire), c'est-à-dire dynamiter les maisons après en avoir chassé les habitants et poser des mines pour empêcher leur retour. Il n'y eut pas d'ordre direct de massacre, mais aucun d'entre eux ne fut véritablement condamné. Et de décrire par le menu comment les brigades Alexandroni, Golani, Carmeli, Qiryati, Harel et Etzioni appliquent le plan Dalet, parfois avec l'aide de l'Irgoun. Certaines tueries, ajoute l'historien, se présentent comme des représailles à des attaques palestiniennes. L'embuscade contre un convoi se rendant à Yehiam, à la pointe nord d'Israël, vaudra par exemple à six villages d'être rayés de la carte au cours de l'opération Ben Ami, en mai 1948 – avec pour mot d'ordre « *tuer les hommes, détruire et incendier* ». Devant la Knesset, Ben Gourion pourra déclarer : « *La Galilée occidentale est libérée.* » (57) Il avait fallu un peu plus d'une journée pour transformer un district à 96 % palestinien et à 4 % juif, en région presque entièrement juive...

Pour prendre Bassa, il leur faudra aussi un peu plus d'une journée – et un massacre : « *Ma grand-mère maternelle était une adolescente, témoigne Nizar Al-Hanna, lorsqu'elle vit les troupes israéliennes [y] entrer, ordonner à tous les jeunes hommes de s'aligner et les exécuter devant une des églises.* » La destruction totale qui suit, ajoute Pappé,

n'épargne qu'une église et une mosquée : sur ses 25 000 dounams (2 500 hectares) se dressent aujourd'hui un aéroport militaire, un kibboutz et une ville de développement... Quant aux armées arabes, à la fin mai 1948, les dirigeants israéliens ne craignent d'elles que des attaques marginales contre des colonies juives : pour le reste, elles se montrent aussi inefficaces que l'ALA – écrit l'historien, sans revenir sur les difficultés rencontrées par les forces juives face aux armées arabes entre le 15 mai et le 11 juin 1948. Dans cette ambiance euphorique, et fort des armes modernes livrées quotidiennement par le bloc de l'Est, le Premier ministre et ministre de la Défense confie à son Journal qu'il entend « *établir un État chrétien au Liban* », avec le Litani pour frontière sud. « *Nous briserons la Transjordanie, bombarderons Amman et détruirons son armée et, quand la Syrie tombera, si l'Égypte continue à combattre – nous bombarderons Port-Saïd, Alexandrie et Le Caire.* » Ce sera, commente-t-il, la « *revanche* » de tout ce que les Égyptiens, les Araméens et les Assyriens « *ont fait à nos ancêtres à l'époque de la Bible* ». Quant au « Conseil », il n'est plus nécessaire, la « *machinerie du nettoyage ethnique* » (58), selon les termes de Pappé, ayant atteint sa vitesse de croisière.

Dans son septième chapitre, Ilan Pappé couvre la période qui va de juin à septembre 1948. Dans son Journal, dès la fin mai, David Ben Gourion, entrait « *méticuleusement* » la liste – établie grâce à Yosef Weitz – des « *villages occupés et expulsés [mefunim]* », avec la superficie de leurs terres et le nombre de personnes expulsées. Deux jours après, chez lui, il convoque une réunion consacrée aux actifs confisqués aux Arabes. À partir de cette période, poursuit l'auteur, le « *zèle destructeur* » des troupes israéliennes n'épargne plus personne. Tous les moyens deviennent légitimes, y compris l'incendie des maisons lorsque la dynamite se fait rare. Il est vrai que le « Conseil » avait siégé chez Ben Gourion le 1er juin et, informé des tentatives de réfugiés pour retourner dans leurs foyers, avait décidé d'ordonner à l'armée de « *les en empêcher à tout prix* ». Pour être sûr que les ministres les plus « libéraux » ne fassent pas d'objection, Ben Gourion, le 16 juin, demande et obtient « *carte blanche.* » (59)

Même la première trêve, du 11 juin au 8 juillet, n'arrête pas la destruction des villages. En Galilée, après avoir repoussé le contingent libanais et les volontaires d'Al-Qawuqji, les troupes israéliennes, village après village, poursuivent leur conquête destructrice. L'écrivain Muhammad Ali Taha avait dix-sept ans quand, le 28 juin, il vit à Mi'ar les soldats « *tirer de manière indiscriminée sur les villageois encore affairés dans les champs à récolter la dura. Quand ils furent las de tirer, [ils] commencèrent à détruire les maisons* ». Certains Palestiniens revinrent, mais furent à nouveau expulsés – sauf bien sûr les quarante morts du 20 juillet, quelques-uns des milliers de Palestiniens qui périrent dans les massacres accompagnant le nettoyage ethnique de 1947-1949. À Majd al-Krum, en revanche, l'expulsion en cours s'arrête en raison d'une dispute entre officiers du renseignement : la moitié des habitants peut revenir dans le village, qui devient un lieu de résistance nationaliste et communiste, d'ailleurs durement réprimée. À Mghar, l'armée exécute plusieurs musulmans sur la place du village devant tous les habitants afin de pousser ceux-ci à fuir. Comme Mghar, insiste Pappé, beaucoup de bourgs ont une population mixte, dans laquelle les commandants militaires font le tri : les Druzes, qui collaborent souvent avec les Juifs, et les chrétiens évitent en général l'expulsion. Mais Saffuriyya n'a pas cette chance : tous ses habitants doivent fuir, les soldats tirant au-dessus de leur tête pour accélérer le mouvement. C'est même l'un des premiers villages victime d'un bombardement aérien, chose rare en juin mais courante en juillet. Cinquante-trois ans plus tard, Abou Salim racontera à un journaliste qu'il avait vu les soldats tuer sa mère alors qu'elle « *tentait de pénétrer dans l'église de l'Annonciation* » (60) à Nazareth.

Comme nombre de résidents des villages proches de Nazareth, beaucoup d'expulsés fuient vers cette grande ville, que son commandant militaire a décidé de ne pas vider de sa population – les réfugiés constituent encore aujourd'hui 60 % des habitants. Quel traumatisme, souligne l'historien, pour ces Palestiniens expulsés voyant des colons juifs transformer leur village aimé en moshav, comme Zippori, ou en ville de développement, comme Migdal Haemek. À Mujaydil, dont la majorité des villageois a fui, l'armée ne détruit rien, si bien qu'en 1950, après une intervention du pape, il sera permis aux chrétiens de revenir. Mais, leurs voisins musulmans ne bénéficiant pas de la même autorisation, ils refusèrent. « *Israël détruisit alors la moitié des maisons et une des mosquées.* » (61)

Si, en juin 1948, les forces israéliennes ratissent sans mal la plupart des villages, certains opposent une résistance, avec parfois l'aide de soldats arabes ou de volontaires de l'ALA. Ainsi Qaqun est pris en mai par la brigade Alexandroni, puis repris par les Irakiens : pour s'en rendre à nouveau maîtresse, l'armée déclenche l'opération Kippa le 3 juin. Celle-ci innove linguistiquement : après le *tihur* et le *biur*, voici le *nikkuy*, un nouveau synonyme de « *nettoyage ethnique* ». Elle se caractérise aussi par la création préalable de camps de prisonniers confiés à la police militaire. En juillet, l'armée réduit ainsi une série de poches de résistance, sur la côte comme autour de Nazareth. Pas plus que celle du 11 juin, la trêve du 18 juillet n'arrête la purification ethnique. Mais, reconnaît Pappé, « *il s'avère plus facile de mener des opérations de nettoyage à grande échelle durant les combats* », comme entre les deux trêves, avec l'expulsion de 70 000 personnes de Lydda et Ramleh, et à nouveau après la seconde trêve, avec la reprise du nettoyage ethnique à grande échelle, au moyen de vastes opérations pour déraciner, déporter et dépeupler tant au sud qu'au nord du pays. Entre le 8 et le 19 juillet, force est de constater que « *des centaines de milliers de Palestiniens furent expulsés.* » (62)

Après avoir rappelé les efforts du comte Folke Bernadotte, son assassinat et sa « victoire » posthume avec l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies, le 11 décembre 1948, de la fameuse résolution sur le « droit au retour » des réfugiés de cette guerre, l'auteur revient sur la poursuite, malgré les pressions onusiennes, du nettoyage, mais accompagnée de tentatives diplomatiques pour la camoufler ou la justifier.

Sous le charmant village d'Ein Hod

Car la Galilée aussi est l'objet, durant l'entre-deux trêves, de campagnes visant à nettoyer totalement l'« ennemi » des villages – et les brigades Carmeli, Golani et Sept s'y emploieront jusqu'en octobre. Il en ira de même sur la côte, au sud de Haïfa, où trois villages tomberont, avant la trêve du 18 juillet. Seul Ayn Hawd échappera à la destruction, mais sa population arabe, expulsée, sera remplacée par des artistes juifs qui peupleront ce charmant village rebaptisé Ein Hod. Quant au clan Abu al-Hija, il reconstruira un village qui sera enfin reconnu... en 2005. Il faudra l'opération Policier (*Shoter*, en hébreu) pour venir à bout – en pleine trêve ! – des trois derniers villages qui, note Pappé, sont devenus une « *obsession* » pour Ben Gourion. Quand les troupes israéliennes pénètrent dans l'un deux, Ijzim, elles trouvent, avoue leur rapport, « *deux cents corps, dont beaucoup de civils tués par nos bombardements.* » (63)

L'historien revient ensuite sur l'opération Dani, et notamment sur les expulsions de Lydda et de Ramleh, dont le lecteur retrouvera le récit dans le chapitre III du présent livre. Quelques aspects nouveaux, soulignés par Ilan Pappé, méritent toutefois d'être relevés. D'abord sur le massacre perpétré le 13 juillet dans la mosquée Dahamish de Lydda, où de nombreux habitants – y compris des hommes armés – s'étaient réfugiés. Selon des

sources palestiniennes, 426 hommes, femmes et enfants ont été tués (176 corps sont retrouvés dans la seule mosquée). Pappé invoque notamment un témoin direct, Spiro Munayar, interviewé par le sociologue Salim Tamari pour le *Journal of Palestine Studies* de l'été 1998. Autre témoin de poids, un jeune médecin nommé... Georges Habache, futur fondateur du Front Populaire pour la libération de la Palestine (FPLP). Les correspondants de la presse internationale confirment la brutalité de l'expulsion – Pappé cite ainsi Keith Wheeler du *Chicago Sun Times* et Kenneth Bilby, du *New York Herald Tribune*, qui ont vu les soldats israéliens tirer sur tout ce qui bougeait, comme Spiro Munayar, qui les a observés dérobant aux femmes palestiniennes les bijoux en or ornant leur cou, leurs poignets et leurs doigts, « *de même que l'argent et les objets précieux suffisamment légers pour être emportées.* » (64)

Si la Légion arabe a abandonné Lydda et Ramleh à leur sort, elle tient bon en revanche à Latrun, infligeant aux Israéliens leur seule grande défaite de la guerre de 1948. Elle résiste aussi à Jérusalem, en particulier à Cheikh Jarrah. Mais, le 9 juillet, les FDI reprennent leur offensive contre Nazareth, avec toutefois une dimension spécifique : Ben Gourion, note Pappé, ne souhaite pas qu'elle soit dépeuplée, sachant que « *les yeux du monde chrétien, il le savait, sont braqués sur la ville.* » (65) Mais Moshe Kourmil, le commandant de l'opération Palmier, donne l'ordre d'expulser les 16 000 personnes (dont 10 000 chrétiens restés à Nazareth). Le Premier ministre exige – et évidemment obtient – qu'il se rétracte. Cela n'empêche pas de nombreux Palestiniens d'être arrêtés ou chassés, dans la ville et aux environs.

Ainsi le village de Hittin est-il brutalement nettoyé, le 17 juillet, par la brigade Sept. Les villageois qui parviennent à s'échapper gagnent des villages... qui seront occupés en octobre, à la fin de l'opération Palmier. Durant l'été, l'armée fait aussi appel à son aviation embryonnaire pour réaliser « *une épuration ethnique aérienne* » – les bombardements par avion deviendront un instrument essentiel pour détruire les bourgs, paniquer leurs habitants et les pousser à s'enfuir avant l'arrivée des troupes. Les pilotes témoignent du spectacle qu'ils contemplent depuis leur cockpit : « *Des files de réfugiés portant quelques biens assemblés dans la hâte et cheminant lentement vers ce qu'ils croyaient être des refuges plus sûrs.* » À l'époque, Ben Gourion s'intéresse plus au sud qu'au nord et, en juillet, le nettoyage s'étend pour la première fois au Néguev, visant les 90 000 Bédouins y vivant, répartis entre 96 tribus : onze d'entre elles sont immédiatement expulsées et dix-neuf forcées de gagner des « *réserves* » (66) sous forme de régions militaires fermées dont on ne peut partir qu'avec un permis spécial. L'éviction des Bédouins durera jusqu'en 1959...

L'annonce de la seconde trêve, le 18 juillet, tombe mal pour l'opération. Certes, une partie du nettoyage ethnique est terminée, deux villes, Lydda et Ramleh, et 68 villages s'étant ajoutés aux 291 localités déjà épurées et occupées. Mais il reste beaucoup à faire, et c'est pourquoi les Israéliens brisent le cessez-le-feu au Nord, occupant de nouvelles localités autour de Haïfa et complétant leur contrôle de la Galilée. Au Sud aussi, ils poursuivent les hostilités, pour obtenir la reddition des Égyptiens de la poche de Faluja. Espérant que les Nations unies ne les condamneraient pas s'ils ne violaient la trêve que pour réduire des « *poches arabes* » dans des zones attribuées à l'État juif, les dirigeants israéliens ordonnent à leur armée de poursuivre ses opérations en août et au-delà. N'eut été la fermeté égyptienne et surtout jordanienne, ils auraient étendu leur emprise à l'essentiel de la Palestine. Même l'ONU, dont Israël devint membre en mai 1949, hésitera longtemps – observe Pappé – à désigner ces zones conquises par l'armée comme « *administrées* » ou « *occupées.* » (67)

Outre le Golan, dont Igal Yadin tente de s'emparer, il ne demeure, en août, que trois zones convoitées par David Ben Gourion : le Wadi Ara, la partie occidentale de la haute Galilée et le sud du Néguev. Si bien que « *septembre 1948 ressemble à août* » (68) : les combats réels avec les armées arabes diminuant, les troupes juives peuvent finir le travail commencé en 1947. Certes, les opérations de conquête de nouveaux territoires au delà des 78% de la Palestine espérés par le gouvernement israélien, échouent : les FDI ne prennent ni Qalqilya et Turkarem, ni le Wadi Ara (que le roi Abdallah cèdera finalement à Israël en 1949), ni le Golan. En revanche, l'épuration de la Galilée se poursuit, malgré la résistance de volontaires locaux appuyés par l'ALA.

« *Finir le travail : octobre 1948, janvier 1949* » : tel est le titre du chapitre VIII de *The Ethnic Cleansing*, le dernier que nous étudierons ici (69). Il s'ouvre sur la frustration que représente, pour les forces israéliennes, en octobre 1948, la résistance des Palestiniens et volontaires arabes en Galilée. C'est pour en venir à bout que l'armée israélienne lance l'opération Hiram, couronnée de succès après deux semaines de combats et de massacres. Pendant une brève période, observe Pappé, face à la puissance militaire largement supérieure d'Israël, des villages palestiniens, pour la première fois depuis le début du nettoyage ethnique, se transforment courageusement en « *forteresses* » (70) face aux troupes des assiégeants. Jeunes villageois et combattants de l'ALA se battent côte à côte. La plupart des villages tombent fin octobre, souvent après des bombardements aériens très destructeurs et meurtriers. Deux mystères demeurent. Pourquoi les habitants de certains villages ont-ils été expulsés (comme ceux de Qaddita et de Mayrin) et d'autres non (comme Jish, non loin) ? Pourquoi Rama fut-il épargné et, à côté, Safsaf totalement démoli ? Faute de certitude, l'historien avance deux hypothèses : d'une part l'arbitraire du commandant local, seul habilité à décider ; et, d'autre part, la volonté israélienne de « *diviser pour mieux régner* », en s'appuyant sur les Druzes et, à un moindre degré, sur les chrétiens, épargnés par l'expulsion ou autorisés à revenir...

Cette période voit aussi les FDI se livrer à de nouveaux crimes de guerre. Le 29 octobre, une unité mixte de soldats juifs et druzes pénètre à Safsaf, après un violent bombardement. Le lendemain matin, ils rassemblent les villageois sur la place centrale, identifient les « *suspects* », en attrapent soixante-dix, leur bandent les yeux et les amènent à un endroit où ils les abattent sommairement. « *Des documents d'archive israéliens confirment ce cas* », précise l'auteur, avant d'ajouter que les « *témoignages oraux* » racontent « *des atrocités bien pires* ». Ainsi des survivants se rappellent « *comment quatre femmes et une fille furent violées devant les autres villageois ainsi qu'une femme enceinte passée à la baïonnette* ». Le 31 octobre, toute la Galilée, il y a peu palestinienne, est aux mains de l'armée israélienne. L'épuration se poursuivra, dans les mois qui suivront, avec des opérations visant des villages « *oubliés* » dans le nettoyage, parfois accompagnées de massacres – comme à Khirbat Wara al-Sawda. En revanche, la « *judaïsation* » de la région, relancée de décennie en décennie, échouera : « *C'est la seule région de Palestine, se réjouit l'historien, qui a gardé sa beauté naturelle, sa saveur moyen-orientale et sa culture palestinienne.* » (71)

À l'automne de 1948, poursuit Pappé, l'essentiel des opérations de nettoyage se combine avec un effort pour empêcher le retour des Palestiniens. À trois niveaux : destruction et transformation de tous les villages arabes en colonies juives ou en forêts « *naturelles* » ; résistance aux pressions internationales en faveur du retour des réfugiés, sur la base de la résolution 191 du 11 décembre 1948 ; contrôle de la démographie arabe dans les villes et villages épurés. Cette dernière mission est confiée, à partir du 12 janvier 1949, à une nouvelle unité, l'Unité minorité, formée de Druzes, de Circassiens et de Bédouins, chargée d'empêcher toute tentative de réfugiés pour rentrer clandestinement chez eux pour y vivre

ou simplement afin de récupérer une partie de leurs biens. Même les villages autorisés à se maintenir, observe l'historien, « *restaient menacés d'éviction forcée ou de transfert vers d'autres lieux en raison de la cupidité des fermiers juifs, spécialement des kibboutz, qui convoitaient leurs terres.* » (72)

La guerre tourne à ce point à l'avantage d'Israël que réapparaît, écrit l'historien, « *le rêve de créer un mini-Empire* » (73) incluant la Cisjordanie et le Sud-Liban. Mais David Ben Gourion et le comité de cinq vétérans qu'il constitue à cette occasion préfèrent renoncer à la première, par crainte des réactions sur place mais aussi à Londres, et pour ne pas compromettre la négociation de l'armistice israélo-jordanien. Au Sud-Liban, en revanche, l'armée s'empare de treize villages et s'y livre à des exécutions – quatre-vingts à Hula, plus de cent à Saliha. Shmuel Lahis, futur directeur de l'Agence juive, y tue à lui seul trente-cinq personnes – il sera condamné à sept ans de prison avant d'être... amnistié par le président d'Israël. Le nettoyage ethnique de la Palestine s'achève – pour ce qui concerne 1948 – dans le nord et dans le sud. Novembre et décembre voient les FDI attaquer, au nord, dans le Wadi Ara. Au sud, après la prise d'Ishtud (Ashdod) et de Majdal (Ashkelon) et l'expulsion de leurs habitants vers la bande de Gaza en novembre, le mois de décembre est consacré à l'éviction des Bédouins du Néguev et de la population de Beersheba. Plus à l'ouest, non loin de Hébron, Dawayima est le théâtre des « *pires événements dans les annales des atrocités de la Nakba* », que la Légion arabe tiendra secrets – analyse en substance le rapport des Nations unies du 14 juin 1949 – de crainte qu'ils ne provoquent, comme ceux de Deir Yassine, un nouveau flot de réfugiés. Toujours est-il que, le 28 octobre, une demi-heure après la prière du midi, vingt blindés pénètrent dans le village et tentent d'en expulser 6 000 Palestiniens. N'y parvenant pas, les soldats tirent au hasard sur la foule, qui court se réfugier à la mosquée et dans la cave sacrée d'Iraq al-Zagh. Le lendemain, 455 personnes, dont 170 enfants et femmes, manquent à l'appel. Les soldats impliqués racontent des horreurs, écrit l'historien : « *Des bébés au crâne ouvert, des femmes violées ou brûlées vivantes dans leur maison, des hommes poignardés à mort.* » À défaut de rapport officiel, on a retrouvé les lettres de témoins au haut commandement : les brutalités qu'ils décrivent, ajoute Pappé, « *renforcent ma confiance dans l'exactitude des descriptions [...] des crimes horribles que les soldats israéliens ont commis à Tantoura, Safsaf et Sasa* » (74) et que l'histoire orale palestinienne a permis de reconstituer. Au total, de novembre 1948 jusqu'aux derniers armistices de l'été 1949, quatre-vingt-sept villages seront occupés par les FDI, dont trente-six vidés de force.

Le nettoyage ethnique, conclut l'historien, « *n'est pas un génocide, mais il porte en lui-même des actes atroces de tueries de masse et de boucherie* ». Ce sont des milliers de Palestiniens que des soldats israéliens d'origine, d'âge et de grades divers ont tué « *impitoyablement et sauvagement* » : aucun d'entre eux « *n'a jamais été poursuivi pour crime de guerre, malgré des preuves accablantes.* » (75)

(1) Oneworld Publications, Oxford, 2006.

(2) La présentation qui suit de l'« affaire Katz » doit beaucoup à la thèse de Sébastien Boussois, que publiera bientôt L'Harmattan sous le titre *Israël confronté à son passé. Essai sur l'influence de la nouvelle histoire*.

(3) Abréviation de Pelugot Mahaz (troupes de choc), désigne l'unité d'élite de la Hagana de 1941 à sa dissolution en novembre 1948. Celle-ci recrutait essentiellement parmi la jeunesse des kibboutz. Nombre de ses cadres appartenaient, à l'époque de la guerre d'indépendance, au parti sioniste socialiste Mapam.

(4) *Les Démons de la Nakba, Les Libertés fondamentales dans l'Université Israélienne*. La Fabrique, Paris, 2004, p. 55.

(5) Maariv, Tel-Aviv, 21 janvier 2000.

(6) *Les Démons de la Nakba*, op. cit., p. 56.

(7) *Les Emmurés*, La Découverte, Paris, 2005, p. 31.

- (8) *The Book of the Brigade Alexandroni*, publication de l'armée israélienne, Tel-Aviv, 1964.
- (9) *Les Démons de la Nakba*, op.cit., p. 57.
- (10) *Les Emmurés*, op. cit., p. 31.
- (11) *Ibidem*, p. 32.
- (12) Hachette, Paris, 2002.
- (13) *Les Démons de la Nakba*, op.cit., pp. 77 et 78.
- (14) *Ibidem*, p. 66.
- (15) *Ibidem*, pp. 84 et 85.
- (16) *Ibidem*, pp. 85 et 86.
- (17) *Ibidem*, pp. 86 à 89.
- (18) *Ibidem*, pp. 89 à 91.
- (19) *Ibidem*, pp. 91 à 93.
- (20) *Ibidem*, pp. 95 à 98.
- (21) *Ibidem*, pp. 100 et 101.
- (22) *Ibidem*, pp. 102 à 104.
- (23) *Op. Cit.*
- (24) I.B. Tauris, Londres et New York, 1992.
- (25) Et qui nous ont autorisés à reproduire ici cinq feuillets de citations extraites de ce livre.
- (26) *The Ethnic...*, op. cit., pp. xii et xiii.
- (27) *Ibidem*, pp. xiii à xv.
- (28) *Ibidem*, pp. xv et xvi.
- (29) *Ibidem*, p. 6.
- (30) *Ibidem*, p. 16.
- (31) *Ibidem*, p. 17.
- (32) *Ibidem*, p. 19.
- (33) *Ibidem*, p. 22.
- (34) *Ibidem*, pp. 41 à 44.
- (35) *Ibidem*, pp. 46 et 47.
- (36) *Ibidem*, pp. 47 et 48.
- (37) *Ibidem*, pp. 48 et 49.
- (38) *Ibidem*, p. 54.
- (39) *Ibidem*, pp. 59 à 61.
- (40) *Ibidem*, pp. 64 à 65.
- (41) *Ibidem*, pp. 66 et 67.
- (42) Benny Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987, p. 52.
- (43) *The Ethnic cleansing...*, op. cit., pp. 72 à 74.
- (44) *Ibidem*, pp. 75 à 80.
- (45) Ilan Pappé, *The Making of the Arab-Israeli Conflict 1947-1951*, I. B. Tauris, Londres et New York, 1992, p. 92.
- (46) *The Ethnic Cleansing...*, op. cit., p. 83.
- (47) *Ibidem*, pp. 83 à 85.
- (48) *Ibidem*, p. 88.
- (49) *Ibidem*, pp. 95 à 98.
- (50) *Ibidem*, pp. 98 à 103.
- (51) *Ibidem*, p. 104.
- (52) *Ibidem*, pp. 109 et 110.
- (53) Actes Sud, Arles, 2003.
- (54) *The Ethnic Cleansing...*, op. cit., pp. 110 à 113. La fin de ce cinquième chapitre porte sur les réactions du monde arabe à l'expulsion de 250 000 Palestiniens en quatre mois, et notamment sur l'accord tacite passé par la Légion arabe avec les forces juives (*voir chapitre VIII, infra*). Elle revient aussi sur les responsabilités des Britanniques et, plus généralement, de la communauté internationale et de l'ONU.
- (55) *Ibidem*, p. 131.
- (56) *Ibidem*, p. 133.
- (57) *Ibidem*, pp. 138 à 142.
- (58) *Ibidem*, pp. 142 à 144.
- (59) *Ibidem*, p. 147.
- (60) *Ibidem*, pp. 150 à 152.
- (61) *Ibidem*, p. 153.
- (62) *Ibidem*, pp. 156.
- (63) *Ibidem*, pp. 164 et 165.
- (64) *Ibidem*, p. 168.
- (65) *Ibidem*, p. 170.

(66) *Ibidem*, pp. 172 et 173.

(67) *Ibidem*, p. 175.

(68) *Ibidem*, p. 176.

(69) C'est en effet avec ce chapitre que se terminent le récit et l'analyse du nettoyage ethnique proprement dit. Le chapitre IX porte, plus généralement, sur les caractéristiques de l'occupation israélienne, le chapitre X sur le « mémoricide » de la Nakba, le chapitre XI sur la négation de la Nakba et le processus de paix et le chapitre XII sur la « forteresse israélienne ».

(70) *Ibidem*, p. 180.

(71) *Ibidem*, pp. 184 et 185.

(72) *Ibidem*, p. 189.

(73) *Ibidem*, p. 191.

(74) *Ibidem*, pp. 195 à 197.

(75) *Ibidem*, p. 197.